**Semaine 1: Qu'est-ce que la science politique?**

Leçon 1: Que signifie "*politique*" ?

Etymologie: Politique dérive du grec "*politikos*" ce qui concerne la **"polis" -> cité (état)**. On a donc appelé

Science politique ce qui était la science de l'état et politique ce qui concerne l'état en général.

 Définition de Weber: Est politique tout ce qui est marqué par des relations de pouvoir. Est politique ***"Tout groupement de domination dont les ordres sont exécutés sur un territoire donné par une organisation administrative et qui dispose à cette fin du recours à la violence physique et/ou à la menace d'y recourir. "*** Est politique cette structure qui impose des normes à un ensemble de personnes sur un territoire donné. Pouvoir et état sont donc conciliée, est politique ce qui reprend ces deux notions.

**Politique: structure impose normes -> Peuple + Territoire**

D'autres définitions peuvent être formulées, elle insistent d'ailleurs d'avantage sur l'idée de **"communauté politique"** la possibilité d'un groupe d'individus de s'organiser pour se développer et vivre ensemble. Un groupe de personnes peut se doter de mécanismes et de structures pour agir ensemble, pour s'imposer aussi aux uns et aux autres. Ce groupe de personnes seraient dans une relation "politique".

Est politique tout **événement**, toute **activité**, toute organisation qui va essayer d'**organiser le vivre ensemble lorsque les membres ont des visions divergentes**. Est politique également un groupé de personnes qui a une conduite non spontanée commune.

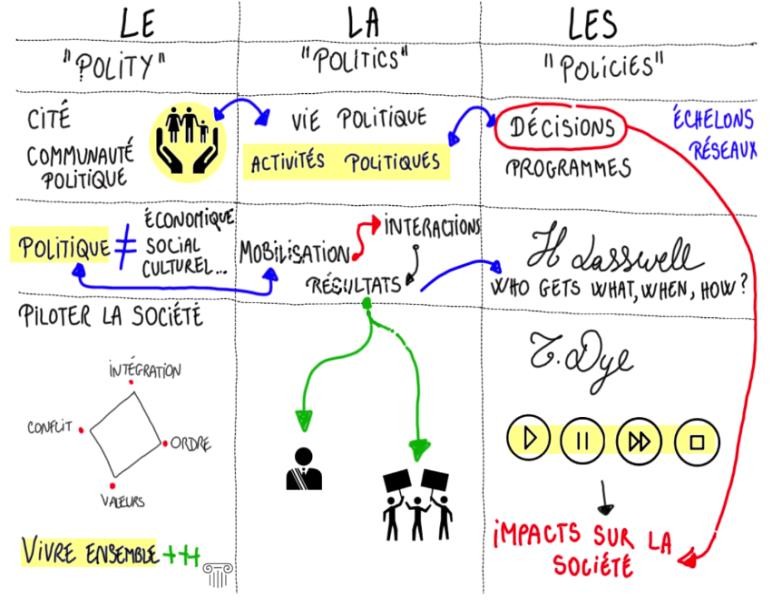
**En bref:**

- **Etymologiquement: La science de l'état (polis)**

- **Selon Weber: Ordres exécutés par une organisation qui impose des normes à un groupe de personne sur un territoire délimité avec la menace de la violence physique ou la violence physique même.**

- **Mais aussi: Le "vivre ensemble", la "communauté politiques" sont aussi deux notions clés de la politique. Est politique tout événement/activité/organisation qui organise le vivre ensemble entre personnes aux opinions divergentes.**

Leçon 1 (II): Le, La, Les politiques?



"Le politique": équivalent à "**polity**" en anglais. Ce qui est politique est distinct de "l'économique, le social, le culturel" Le rôle du "politique" est de **piloter la société (managing)**:

- Intégration sociale

- Valeurs

- Gère les conflits

- Coopération

Afin de favoriser le "vivre ensemble" (Conception Aristotienne)

"La politique": équivalent à "**politics**" en anglais. Cela désigne la vie politique, l'ensemble des activités politiques, la

**mobilisation** des acteurs, les **rapports** entre ces acteurs, l'action d'un député ou d'un chef d'état ect…

Sont également politiques des actions plus banales: La signature d'une **pétition**, une **grève**, les **ONG**, le conseil du quartier ect.

-> LA politique ne se limite pas aux activités des professionnels de la politique.

"Les politiques (publiques)": équivalent à "**policies**" en anglais. Une politique est un **programme d'action publique** guidé par des objectifs dans un secteur. (Politique agricole, politique de l'offre, politique des transports, politique étrangère…)

En général une politique répond à la question "***Who gets what, when and how?***" (Quels groupes dans la société obtiennent des ressources, quand et comment?) Comme disait Lasswell dès les années 1930.

**Dye** disait dans les années 1970 que les politiques consistent en **ce que les gouvernements décident de faire ou de ne pas faire face à des problèmes.**

Le vivre ensemble dans une communauté politique implique des activités politiques telles que

La mobilisation des acteurs -> mise à l'agenda des problèmes -> certaine allocation des ressources -> à un certain moment -> pour un groupe déterminé.

**En Bref:**

- **LE politique (Polity): La gestion de la société, le pilotage de celle -ci.**

- **LA politique (Politics): Evènements, acteurs, mobilisations, mouvements, c'est la vie politique.**

- **LES politiques (Policies): programmes d'action publique, ce que les gouvernements décident de faire face à un problème.**

Leçon 2: Comment un fait devient-il politique?

Distinction sphère privée/sphère publique:

Certaines questions relèvement exclusivement de la sphère privée, la personne qu'on épouse par exemple, où le fait de fumer. Malgré tout cela n'est pas toujours allé de soi, par exemple l'orientation sexuelle et le mariage homosexuel sont encore des questions de politique récente. D'autres questions, telles que le fait de fumer ou pas ont toujours fait partie de la sphère privée jusqu'à il y a peu. **Comment un fait devient-il public, et donc politique?**

Exemple tabac:

Certains citoyens considèrent que le tabagisme ne nécessite pas une réponse politique, le fait de fumer n'est pas une problématique dont les autorités publiques devraient se saisir. D'autres considèrent que pour les suivantes raisons le problème du tabagisme doit être politisé **(politisation du problème)**

- Effets sur la santé

- Effets sur la santé d'autres

- Couts sanitaires

L'opinion de ces personnes a prévalu puisque le fait de fumer dans les lieux publics a finalement fait l'objet d'une réponse politique avec une interdiction totale.

Il n'y a pas de fait politique en soi, mais tout fait social peut le devenir.

- **Rien n'est jamais naturellement politique. (C'est justement le fait de s'y intéresser qui le rend politique)**

- **Tout problème n'est pas toujours politique.**

- **Tout problème n'est pas partout politique. (Valeurs différentes, religions différentes)**

- **Tout problème peut théoriquement cesser de l'être. (Homosexualité)**

Une inondation n'a rien de politique ,c'est un phénomène purement naturel. Pourtant l'intervention, **la gestion de la crise est politique, si mal gérée les citoyens peuvent revendiquer de meilleures infrastructures** et une meilleures prévention des risques.

Processus de politisation: En 1971 Charles Jones a analysé de manière séquentielle le processus de décision publique et en a dégagé ces différentes étapes:

**Etape n°1:** Emergence et formatage d'un problème public: Mobilisation sociale, de groupes, de partis. Ces acteurs tentent de faire prendre en charge leur cause.

**Etape n°2:** Mise à l'agenda (gouvernementale ou parlementaire). Le problème commence alors à faire l'objet d'un processus formalisé de décisions publiques.

**Etape n°3:** Sélection d'un programme d'action publique pour traiter le problème de départ, choisissent les instruments

pour l'appliquer et les concilient aux ressources disponibles

**Etape n°4:** Mise en œuvre du programme

**Etape n°5:** Evaluation de l'efficacité du programme afin d'éventuellement ajuster la solution apportée afin de répondre au mieux au problème initial

Leçon 3: Les précurseurs de la science politique

**Aristote:**

Typologie des régimes politiques - Se base sur deux critères:

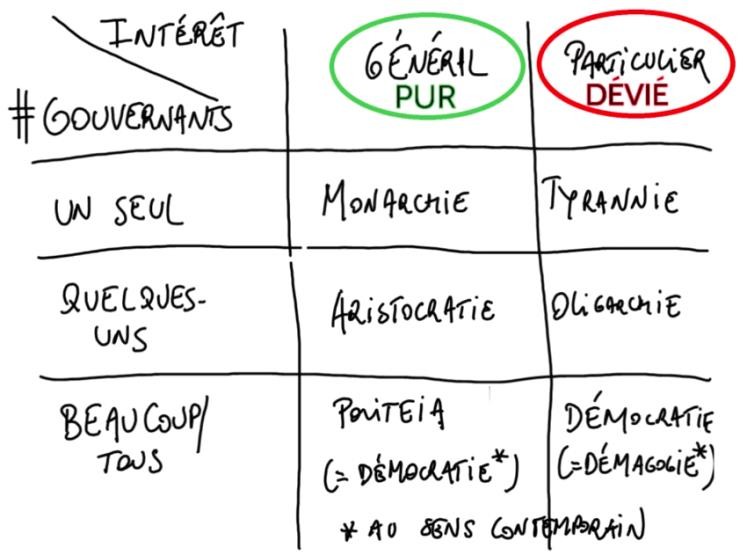
- **Le nombre de personnes exerçant le pouvoir**

- **Le public cible au profit duquel s'exerce ce pouvoir**

Le pouvoir peut en effet être détenu par une seule, quelques-unes, ou bien beaucoup de personnes (voir tous). De plus il peut être exercé dans **l'intérêt (pur) général, et l'intérêt (dévié) particulier**.

En fonction de ces deux critères on identifie la monarchie, la tyrannie, l'aristocratie, l'oligarchie, la démocratie et la

démagogie.



**Machiavel:**

Dans son œuvre "*Le Prince*" qui sera publiée en 1532, après avoir publié en 1531 "*Discours sur la première décade de Tite-Live*", Machiavel propose une typologie des régimes politique et tente d'expliquer comment accéder au pouvoir et comment conserver le pouvoir. On retient également de son œuvre la citation "***La fin justifie les moyens***".

Machiavel fonde son analyse sur l'homme tel qu'il est, comme Hobbes.

**Hobbes:**

Hobbes dit "***l'homme est un loup pour l'homme dans l'état de nature***" et explique dans son ouvrage "Le Léviathan", publié en 1651, que **le seul garant de la paix possible est le Léviathan**, par la force ou par le consentement. (c'est à dire un contrat social)

**Montesquieu:**

Dans "*De l'esprit des lois*" il distingue la nature du régime politique du principe qui le guide. Pour ce qui est de la nature il reprend d'une part le critère d'Aristote relatif au nombre de gouvernants et d'autre part le mode d'exercice du Pouvoir.

Il distingue:

- La république

- La monarchie

- Le despotisme

Aucun type de gouvernement n'est mauvais ou bon en soit, le critère pertinent à cet égard étant les principes qui le guident. Sain: esprit civique, honneur =/= peur et soumission (despotisme)

Il est également à l'origine de la théorie de la séparation des pouvoir, "***il faut que le pouvoir arrête le pouvoir***". Le législatif, l'exécutif et le judiciaire doivent se limiter les uns les autres.

**Rousseau:**

"*L'homme est né libre et partout il est dans les fers. Tel se croit le maître des autres, qui ne laisse pas d'être plus esclave qu'eux. Comment ce changement s'est-il fait? Je l'ignore. Qu'est ce qui peut le rendre légitime? Je crois pouvoir répondre à cette question*"

Rousseau explique dans son ouvrage "*Du contrat social*" que la société doit reposer sur un contrat auquel tous les citoyens adhèrent. Tous **les citoyens doivent renoncer à leur volonté particulière au nom de la volonté générale**. Le peuple est souverain, il ne peut être représentés par des députés. On note ici l'opposition entre démocratie représentative et directe.

**Tocqueville:**

Publie deux tomes "*De la démocratie en Amérique*" (1835 et 1840) . Il y décrit avec précision la démocratie représentative américaine et en faisant des parallèles avec la démocratie française il note une opposition majeure entre les deux. L'américaine privilégie la liberté tandis que la française privilégie l'égalité.

**Weber:**

Auteur du "*Savant et le politique*" en 1919 et "*Economie et société*" en 1922 Weber a produit des définitions de sciences politiques tel que communauté politique, état, parti politique.. Etc, il n'a pas fondé la science politique mais y a largement contribué.

En bref:

- Aristote: nombre de gouvernants et "public" au quel profitent les actions des gouvernants.

- Machiavel: "Le Prince" comment obtenir et maintenir le pouvoir et "la fin justifie les moyens".

- Hobbes: le seul garant de la paix possible est le Léviathan, par la force ou par le consentement.

- Montesquieu: Rép/Mona/Despo, théorie des séparations des pouvoirs.

- Rousseau: Contrat social, Tous les citoyens doivent renoncer à leur volonté particulière au nom de la volonté générale.

- Tocqueville: Décrit les différents types de démocratie.

- Weber: a produit de nombreuses définitions de sciences politiques encore très utilisés.

Lecture autour de "Le Prince" de Machiavel, 1515

Comment accéder au pouvoir?

Machiavel distingue deux types de "princes" celui qui s'est élevé à ce rang par sa **propre vertu** et celui qui s'y est élevé

**par la fortune**, ou par les armes et la fortune d'autrui.

**1. Celui qui arrive au pouvoir par sa propre vertu aura beaucoup de difficultés à devenir prince mais très peu à la rester.**

**2. Celui qui arrive au pouvoir grâce à la fortune (chance) ou à quelqu'un d'autre aura très peu de difficultés à**

**devenir prince mais beaucoup à le rester.**

Il y a deux autres manières de devenir Prince: Par la **scélératesse** (3) ou par la **faveur de ses concitoyens** (4).

(3) En effet on peut obtenir le pouvoir par des moyens condamnables: "massacrer ses concitoyens, trahir ses amis, être sans foi, sans pitié, sans religion: on peut par de tels moyens, acquérir du pouvoir, mais non de la gloire."

Machiavel explique également pourquoi il y a autant de princes qui le sont devenus et restés grâce à leurs **cruautés** qu'il y a de princes déchus à cause de leurs cruautés. En effet, selon lui, "*la raison de cela est dans l'emploi bon ou mauvais des cruautés*". Elles sont **bien employés quand faites toutes en une fois et diminuent avec le temps**, mal employés quand le nombre d'atrocités augmente au lieu de diminuer au cours du règne du prince. En effet en les exécutant toutes en une fois et donc en évitant de les renouveler le Prince peut rassurer les esprits et les gagner par des bienfaits.

(4) En ce qui concerne le prince **élevé par le peuple**, Il aura certainement **plus de facilitée à maintenir son pouvoir** puisqu'il se trouve seul à son rang, tout le monde est disposé à lui obéir tandis que le prince élevé par les grands a autour de lui des hommes qui se croient ses égaux et qui refusent de s'y soumettre, au contraire.

Comment conserver le pouvoir?

A partir du chapitre XV Machiavel énonce les virtus à avoir ainsi que les vices dont il faut se libérer pour être un bon souverain.

XVI: De la libéralité et de l'avarice

Un individu se doit d'avoir la réputation d'être libéral (**généreux**) **pour arriver au pouvoir**

Un Prince **ne peut garder cette réputation** s'il ne veut renverser son propre règne

En effet, **si un Prince demeure trop libéral il finira par être rapace pour renflouer ses caisses**, la libéralité est une vertu qui se dévore elle-même car à mesure qu'on l'exerce on perd la faculté de l'exercer encore et on devient pauvre et méprisé du peuple. Il vaut mieux donc avoir la réputation d'avare pour maintenir son règne.

XVII: De la cruauté et de la clémence

Selon Machiavel **il convient d'être craint plutôt que d'être aimé** si un choix doit être fait car en effet les sympathies achetées par des largesses ne sont pas aussi durables que les amitiés obtenues par générosité et grandeur d'âme.

Il est plus simple d'offenser celui qui se fait aimer que celui qui se fait craindre. L'amour tient à un lien de reconnaissance

très faible face au moindre motif d'intérêt personnel. La crainte elle ne s'évanouit jamais, elle résulte de la peur du châtiment.

**Attention par contre à être haï en lieu d'être craint.** Il suffit pour cela de justifier les exécutions, de ne pas entacher l'honneur des femmes, et de ne pas dépourvoir les hommes de leur patrimoine.

Enfin, il est primordial d'être craint lorsqu'on est à la tête d'une multitude de soldats, car sans une telle réputation il est impossible de maintenir l'armée en ordre et disposée à toute entreprise. Machiavel prétend que c'est bien cette crainte qui fit le succès d'Annibal.

XVIII: Comment les princes doivent tenir leur parole

Selon Machiavel il est impossible pour un prince, et surtout un prince nouveau, d'observer une conduite exemplaire respectant les valeurs humanistes classiques, il est parfois obligé d'agir contre l'humanité, la charité, la religion. Il faut que tant qu'il le peut il ne s'écarte pas de la voie du bien, mais que si nécessaire il sache entrer dans celle du mal.

XX: Désarmer? Diviser? Investir dans la défense?

- Le prince doit-il désarmer ou non ses sujets?

- Faut-il créer la division pour mieux régner?

- Faut-il construire des forteresses pour assurer la continuité de la principauté?

Il convient de ne pas désarmer ses sujets au risque de se retrouver plus faible en cas d'attaques et afin d'éviter de défier la confiance du peuple.

La division est dangereuse car au moment d'une attaque la division sera fatale à l'état victime. Il vaut mieux ne pas être haï que d'avoir une forteresse.

Leçon 4: La science politique, une science sociale

La science est une démarche visant à **décrire, expliquer, prédire ou anticiper des phénomènes**. Cela est possible lorsque les lois régissant les phénomènes en question sont connues, c'est le cas dans les sciences dites "exactes".

Il en va autrement pour les sciences sociales qui étudient les êtres humains dotés de conscience et de libre volonté (et

non des phénomènes naturels inanimés). Cela dit, mis à part les limités posés aux sciences sociales par l'objet d'étude, les sciences sociales partagent la même **rigueur et méthodologie**.

On distingue deux grandes démarches:

**Inductive:** Part de la réalité empirique, tente de dégager des **traits communs** aux phénomènes, les **classes**, élabore des **catégories** et des **typologies**. Le politiste distingue les régimes autoritaires aux régimes totalitaires. Cela a pour but de décrire en contribuant à l'intelligibilité du monde et expliquer.

**Hypothético-déductive:** On part d'une hypothèse, qu'on tente de vérifier en collectant des données et en les analysant selon de rigoureuses méthodes, en confrontant l'analyse des données avec l'hypothèse initiale on obtient des résultats.

Il demeure une dernière condition afin de garantir le caractère scientifique des résultats: le chercheur doit mettre une

certaine distance entre lui-même et l'objet de l'étude, il doit rester **objectif**. Il doit analyser les phénomènes sociaux indépendamment des jugements de valeurs portés par les individus et par lui-même, c'est ce que Weber appelle "***la neutralité axiologique***".

**Objet d'étude:** La science politique a pour **objet d'étude** les **phénomènes politiques**, il peut s'agir **d'institutions, d'événements, d'acteurs, d'une opinion**. Ces éléments sont considérés politiques lorsqu'ils sont observés dans un **espace organisé politiquement**. C'est à dire au sein d'une société où est en place une régulation publique de la vie en société.

**Outils:** De nombreux **outils** sont à la disposition du chercheur, **l'enquête d'opinion, l'entretien qualitatif ou l'observation participante**. Ces outils sont empruntés à d'autres disciplines comme la psychologie sociale où la sociologie. On peut par exemple utiliser une feuille d'observation où on recueillera des données telles que le lieu, le moment, la durée de l'étude, les acteurs en présence, leurs interactions..

Ce type de démarche est dite "***positiviste***", un qualificatif qui nous vient d'**Auguste Compte** au 19è siècle. Ce dernier voulait fonder une "***physique sociale***" c'est à dire **analyser les phénomènes sociaux comme des phénomènes physique**. En dégager des régularités, des lois… mais cette démarche a des limites, il est impossible de reproduire la révolution française en laboratoire.

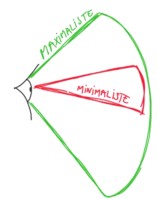
Leçon 4 (II): Différents paradigmes

Mentalement, les phénomènes sont traités via des grilles de lecture, ce sont les paradigmes.

**Un paradigme est un ensemble de théories sur la nature d'un phénomène considérées comme scientifiquement valide et faisant consensus au sein d'une communauté scientifique**

Lorsqu'on change de paradigme, c'est toute la manière de concevoir, de voir et de comprendre l'objet en question qui change. C'est **Thomas Kuhn** qui est à l'origine du concept de "révolution paradigmatique"

**Selon lui, le progrès scientifique ne provient pas seulement d'une accumulation des connaissances mais de ruptures liées à des changement de conception générale (paradigme)**

On distingue au sein d'un grand paradigme dominant différentes écoles, approches et courants théoriques différents. C'est le cas en sciences politiques. On distingue l'approche "micro" qui part des acteurs e ro" qui part des structures, conjonctures ou contextes.

t l'approche "mac

***e qui a produit G***

Ex. Chute de l'URSS

Micro: poids important du dirigeant soviétique Gorbatchev (Glasnost et perestroïka) Macro: poids important à l'état général politique, économique et social de l'URSS.

"***Pour les uns, c'est Gorbatchev qui a fait l'Histoire* (micro)*, pour les autres c'est l'Histoir orbatchev***

**(macro)*.***"

La présence de différentes approches, de différents paradigme au sein du même champ d'étude nous montre que les phénomènes ne nous apparaissent pas de manière brute mais sont bien filtrés par des lentilles théoriques et conceptuelles leur donnant du sens.

Leçon 5: Y-a-t-il du politique dans tout?

**Dans une vision maximaliste, tout est politique.**

**Dans une vision minimaliste, le politique se réduit à une sorte de management social. Dans une vision intermédiaire tout n'est pas politique mais peut le devenir.**

**Dans l'optique maximaliste:** n'importe quelle activité humaine est politique

"***Tout est politique puisque le pouvoir est partout***" Crozier et Friedberg.

Ex. La condition des femmes. La domination masculine s'exerce dans le cadre privé, mais est politique.

Cette conception se reflète dans les régimes totalitaires où les dirigeant visent à politiser tous les aspects de la vie quotidienne afin de tous les contrôler.

**Dans l'optique minimaliste:** l'état n'est pas indispensable, des peuples premiers peuvent fonctionner sans pouvoir centralisé. Les anarchistes refusent le pouvoir politique. Les libertariens prônent une liberté maximale. Cette optique minimaliste réduit la politique à des procédures de décision publiques et à des choix structurels d'organisation sociale,

une logique managériale.

**Semaine 2: L'Etat**

**Introduction**:

LE politique a pour objet le pilotage de la société avec d'une part la gestion des conflits et la gestion de la coopération de l'autre, tout cela en vue du vivre-ensemble. LE politique est censé répondre à une série de besoins et d'attentes

émanant de la société mais souvent cela ne se fait pas de manière égalitaire.

Maurice Duverger a d'ailleurs exprimé la double face de la politique avec la métaphore du dieu Janus, le dieu romain à double face.

*"L'image de Janus, le dieu à double face, est la véritable représentation de l'Etat: elle exprime la réalité politique la plus profonde. L'Etat - et, d'une façon plus générale le pouvoir institué dans une société - est toujours et partout à la fois* ***l'instrument de domination de certaines classes sur d'autres****, utilisé par les premières à leur profit et au désavantage des secondes,* ***et un moyen d'assurer un certain ordre social, une certaine intégration de tous dans la collectivité, pour***

***le bien commun****. La proportion de l'un et l'autre élément varie, suivant les époques, les circonstances et les pays: mais les*

*deux coexistent toujours."* - DUVERGER Maurice, Introduction à la politique, 1964.

Qu'est-ce que l'Etat? D'où vient-il? Quelles sont ses fonctions? Comment s'organise-il?

Leçon 1: Qu'est-ce que l'Etat?

**Sur la scène internationale** l'**Etat désigne toute société juridiquement organisée, sur un espace déterminé et qui prend part directement à l'élaboration des règles de droit international**. L'ONU en reconnait 193:

**En politique intérieure l'Etat désigne la structure politique qui exerce sur les citoyens, les groupes et les collectivités locales le pouvoir de coercition légitime permettant le vivre ensemble, à l'intérieur des frontières.**

Cet structure est généralement séparée en trois branches: Exécutif, Législatif et Judiciaire.

Ces éléments sont d'ailleurs présents dans la définition que donnait Max Weber au début du 20è. "*Il faut concevoir l'****Etat*** *contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé,* ***revendique avec succès*** *pour son propre compte* ***le monopole de la violence physique légitime***."

Trois éléments donc: population, territoire, coercition légitime.

**Population:** juridiquement liée aux décisions et règles adoptés par l'état car possèdent la nationalité où séjournent sur son territoire. Les citoyens sont l'ensemble des citoyens qui participent à la vie politique, est citoyen et fais partie de la société n'importe quel individu qui possède des droits ou des devoirs.

**Nation: Communauté politique formée par un ensemble de citoyens**, car nés sur le même territoire ou bien liés par le souhait de vivre ensemble.

**Territoire: Périmètre dans lequel s'applique les règles édictés par l'état**. Espace qui couvre le sous-sol, le sol, l'air et la mer.

**Coercition légitime: la capacité de l'état à imposer à sa population ses normes par la violence ou la menace d'y recourir**, celle-ci est légalement légitime. L'état fait en sorte que les citoyens considèrent son pouvoir comme bien-fondé et juste et l'exerce à travers l'appareil policier, carcéral et militaire. La coercition légitime est indispensable, sans menace de sanction les citoyens ne se soumettraient pas aux lois. D'autre part, l'usage de la force est prohibé en dehors du cadre légal.

Ceci a progressivement formé les individus à s'autogouverner. Les citoyens ont appris à se conformer aux lois en maitrisant leur corps et leurs émotions.

Un état existe aussi par la reconnaissance symbolique conférée par d'autres états, c'est souvent une question de politique étrangère importante.

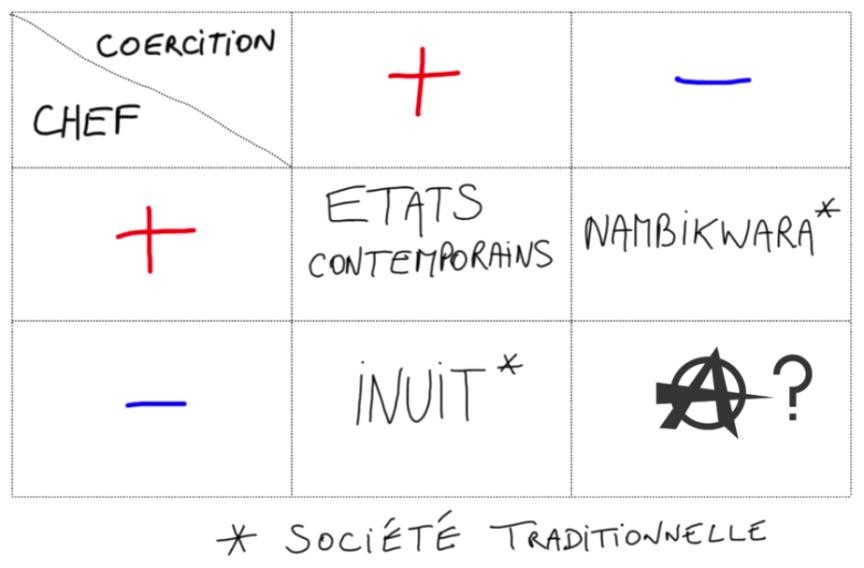
Leçon 2: Des sociétés sans état? Les apports de l'anthropologie.

Si l'homme s'est organisé politiquement c'est d'une part pour se nourrir, en effet, il est plus aisé de chasser à plusieurs mais c'est surtout pour pouvoir dormir en sureté.

Claude Lévi-Strauss, anthropologue et ethnologue a travaillé sur la société Nambikwara. Il en rend compte dans son ouvrage "*Tristes Tropiques*". Cette société d'Amérindiens brésiliens est dirigée par un chef mais sans coercition. Le Chef tient son pouvoir de par les services qu'il rend à la société: mener la guerre, diriger la chasse, trouver un bon campement. Les gouvernés concèdent alors des privilèges au chef, ce dernier a le privilège exclusif de la polygamie au détriment des gouvernés males sans épouses.

Il existe également des peuples sans chef, mais qui connaissent la coercition. C'est le cas des Inuit, peuple du Nord du Canada. Aucun membre du groupe n'est chef, les décisions sont prises par l'ensemble du groupe qui s'autorégule via des débats. La coercition s'opère par des procédures engageant l'ensemble du groupe ou une délégation non spécialisée.

Quartes cas de figures sont possibles:



\*\* Anarchisme: ni chef ni coercition, c'est un idéal qui anime les anarchistes mais dans la pratique un pouvoir est toujours exercé par certains individus sur le groupe.

Leçon 2 (II): La genèse de l'Etat en Europe occidentale - unification régalienne

De quelle manière les états contemporains se sont-ils constitués? Exemple: l'Europe occidentale

Deux phénomènes: extension territoriale et extension du pouvoir sur les populations et les territoires acquis. En effet, à partir du Moyen-Âge adviennent avec des flux et des reflux, des morcellements du territoire et des

mouvements d'unification sous la même bannière. On parle d'unification régalienne.

En France: 12/12è siècle Louis XIII et son ministre Richelieu parviennent à asseoir son autorité sur la périphérie: les autorités locales sont doublées de délégués du pouvoir central. La France est toujours marquée par cet héritage: il s'agit encore d'un état dont le pouvoir est très centralisé.

En Allemagne: Forte résistance de la périphérie, du Saint-Empire romain germanique au 19è siècle subsisteront diverses principautés et villes autonomes, c'est au 19è siècle, sous l'empire Prusse dirigé par Bismarck que l'Allemagne sera unie. L'Allemagne est toujours marquée par cet héritage: il s'agit d'un régime fédéral très décentralisé.

En Angleterre: un compromis a fait son chemin, la périphérie formée par les vassaux contrôle le roi via un Grand conseil, l'ancêtre de l'actuel Parlement.

Leçon 3: A quoi sert l'Etat? Une réponse par les fonctions

Fonctions régaliennes (fonctions anciennement attribuées au monarque):

Sécurité de l'Etat:

- Entretenir l'armée et assurer l'ordre public

- Mener la politique étrangère

Il s'agit ici d'assurer la protection des population contre les agresseurs potentiels situés au dehors des frontières étatiques ainsi que de garantir l'ordre public au sein de l'état. Ces missions sont une des prérogatives de l'Etat, ce dernier doit garantir l'intégrité physique de la collectivité et ses valeurs centrales.

- Rendre justice: pacifier les conflits et maintenir la cohésion sociale

- Battre la monnaie

- Lever l'impôt

Avec ce dernier il s'agit pour l'état de se donner les moyens d'entretenir l'armée et d'assurer l'ordre public avec un appareil policier et carcéral.

Désormais, dans l'état moderne, à chaque fonction, correspond une administration.



Cela ne signifie pas que ces fonctions sont exclusivement de l'état, par exemple un tribunal international peut venir "concurrencer" un état. De plus, certains états, telle que le Canada ou la Belgique poursuivent des criminels de guerre alors que les faits ont été commis dans un autre Etat par des criminels étrangers sur des victimes étrangères; le tout en accord avec une loi dite de "compétence universelle"

De plus certains états n'arrivent pas à assumer toutes leurs fonctions, les états "faillis" , l'autorité de l'état peut alors se trouver concurrencée par des forces, des minorités, des groupes armés, des groupes religieux qui peuvent aller jusqu'à constituer un Etat dans l'Etat.

Leçon 3: A quoi sert l'Etat? (II) Une réponse par les institutions

L'Etat a au cours de l'histoire pris trois formes différentes:

- Etat Gendarme:

L'Etat est "gendarme" du 17è au 19è siècle, avec son appareil policier et législatif sa fonction principale est d'assurer l'ordre et la paix publique, le respect de la propriété privée, la liberté et l'intégrité physique.

Durant cette période par exemple, les manufactures de tissu ou les sociétés d'exploitation de charbon sont privés et l'état n'intervient pas pour réguler les conditions de travail.

- Etat Social:

Avec la révolution industrielle née une classe ouvrière très précaire qui travaille dans de mauvaises conditions, rythmes de travail élevés, accidents de travails, bas salaire. Les Etats adoptent des réformes sociales régulant par exemple le travail des enfants, les caisses de solidarité, la durée du temps de travail…

L'Etat social connait son apogée au lendemain de la WWII; L'Etat intervient alors dans les secteurs socio-économique, Il va aider les chercheurs d'emploi, les travailleurs malades ou victimes d'accidents de travail, rembourse les soins de santé ect.. L'Etat finance ces mesures avec un ensemble de politiques redistributives fondées sur un ensemble de mesures d'inspiration keynésiennes. On appelle cela "l'Etat providence" (Welfare state)

- Etat Social Actif:

A partir des années 1990 l'Etat social devient social actif. L'Etat responsabilise les individus, ceux-ci sont incités à faire face aux difficultés davantage par eux même; l'individu doit se montrer responsable en prouvant qu'il est actif dans sa volonté de s'en sortir. Ainsi, l'état distribue une allocation de chômage si le chômeur recherche activement un emploi et le prouve.

De plus l'Etat social actif met en place des dispositifs incitatifs et d'appuis à la recherche d'emploi telles que des

formations professionnelles adaptés au marché du travail.

Leçon 4: Une vue de l'intérieur

**Un Etat est dit unitaire lorsqu'un seul Gouvernement (national) définit et met en œuvre les décisions publiques sur l'ensemble du territoire.**

**Un Etat est dit fédéral lorsque deux Gouvernements définissent et mettent en œuvre les décisions publiques sur tout ou partie du territoire.**

Un même Etat peut connaitre ces deux réalités, il peut évoluer d'une catégorie à l'autre selon son évolution institutionnelle. En effet l'Etat peut connaitre des restructurations internes dans le temps, c'est le cas de la Belgique.

Les Etats unitaires:

**Unitaire centralisé:** un seul niveau de pouvoir définit et met en œuvre les décisions publiques sur l'ensemble du territoire. Rares sont les cas d'Etats purement centralisés car cela est très difficile à appliquer dans la pratique.

**Unitaire déconcentré:** C'est l'organisation du système napoléonien, un gouverneur pour chaque département, un sous- préfet au niveau de l'arrondissement et un maire au niveau de la commune. Tout Etat recourt au moins à une déconcentration de son administration pour ajuster ses politiques à des cadre territoriaux plus réduits.

Il désigne donc des relais exécutifs chargés d'exercer en son nom certains pouvoirs de décision.

Les titulaires de ces charges ne doivent rendre comptes à aucune institution locale, leurs mandats sont exercés dans le cadre de normes nationales et non locales.

**Unitaire décentralisé:** désigne les Etats qui outre le pouvoir central comprennent un niveau de pouvoir local disposant d'organes de décision et d'une administration propre qui n'en font plus de simples agents du pouvoir central mais des acteurs autonomes.

Malgré tout, le niveau institutionnel supérieur conserve un droit de regard, de contrôle sur ces acteurs locaux. De plus,

l'autonomie des collectivités locales reste limitée parce que celles-ci ne peuvent se doter elles-mêmes de compétences ou de moyens financiers.

C'est là que réside la différence avec les Etats fédéraux, en effet dans un Etat fédéral la souveraineté est partagée alors que dans un Etat unitaire la souveraineté reste au final dans les mains du seul gouvernement national.

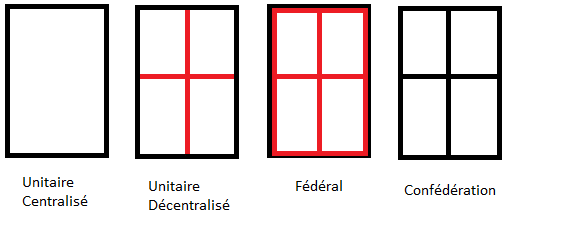
**Fédéral:**

Un Etat peut devenir fédéral en obéissant à deux grandes dynamiques opposées: d'agrégation ou de différenciation. Un fédéralisme d'agrégation ou d'association repose sur des entités au départ indépendantes qui décident de s'unir

(c'est le cas des USA et en quelques sortes de l'Europe.)

Un fédéralisme de différenciation ou de dissociation repose sur l'accentuation de spécificités locales (religieuses, linguistiques, ethniques). Un Etat tente alors d'établir un équilibre dans la répartition des pouvoirs

A ne pas confondre avec une confédération qui est l'union par un traité de deux ou plusieurs Etats indépendants (et qui restent indépendants) c'est le cas de la CEI qui regroupe les Etats crées à la suite de la disparition de l'URSS.

Leçon 4 (II): Une vue de l'extérieur

La plupart des Etats contemporains entretiennent de nombreuses relations avec les autres Etats qu'ils soient leurs voisins directs ou qu'ils soient plus éloignés. Ces relations peuvent être de nature différentes: politiques, économiques, migratoires, militaires.. Ces relations peuvent être pacifiques ou conflictuelles.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Réalisme (classique)** | **Idéalisme** | **Libéralisme**  **/Interdépendance** | **Marxisme/ Structuralisme** | **Constructivisme** |
| **Acteurs/ Eléments centraux** | Etats | Organisations internationales, le droit international | ONG, Etats, Multinationales | Acteurs économiques, les détenteurs des moyens de production | Normes et valeurs |
| **Posture de recherche** | Analyser le monde tel qu'il est c'est à dire une lutte entre Etats | Il est possible de construire un monde pacifié par la coopération | "World politics" | Approche critique du système international qui reproduit à l'échelle planétaire la lutte des classes. Dévoilement de la domination | Déconstruire les évidences, dénaturaliser le langage |
| **Rôle et place de l'Etat** | Un acteur central qui souhaite maximiser son intérêt, sa puissance | Ils doivent coopérer. Si les Etats sont démocratiques il y a moins de risque d'avoir des guerres. | Un acteur parmi d'autres | Vision marxiste de l'Etat | Un acteur de normalisation important |
| **La paix** | Un équilibre des puissances (dissuasion) | Construction d'une coopération par accord | Développement des relations transnationales | Impossible dans le cadre du capitalisme | La paix est une construction sociale |
| **Rapports entre acteurs** | Conflits latents ou manifestes | Coopération | Interdépendance et gouvernance | Rapports de violence économique | Construction des représentations. Importance des identités. |
| **Objets d'étude privilégiés** | Guerres, conflits | Relations de Coopération | Relations d'interdépendanc e (étatique ou non) | Relations économiques | Discours |
| **Auteurs de référence** | Thucydide, Hobbes, Machiavel, Carr. Morgenthau, Waltz | Kant, Wilson | Grotius, Kant, Keohane, Nye | Luxembourg, Lénine, Wallerstein | Wendt |

**Semaine 3: La démocratie**

Leçon 1: Les différentes typologies des régimes politiques

**Régime politique:** désigne la façon dont le pouvoir est organisé au sein d'un Etat.

Il est défini selon les règles formelles et informelles qui déterminent au moins 4 éléments.

1. Le mode de désignation des autorités politiques

2. Les compétences qui sont attribuées aux autorités politiques

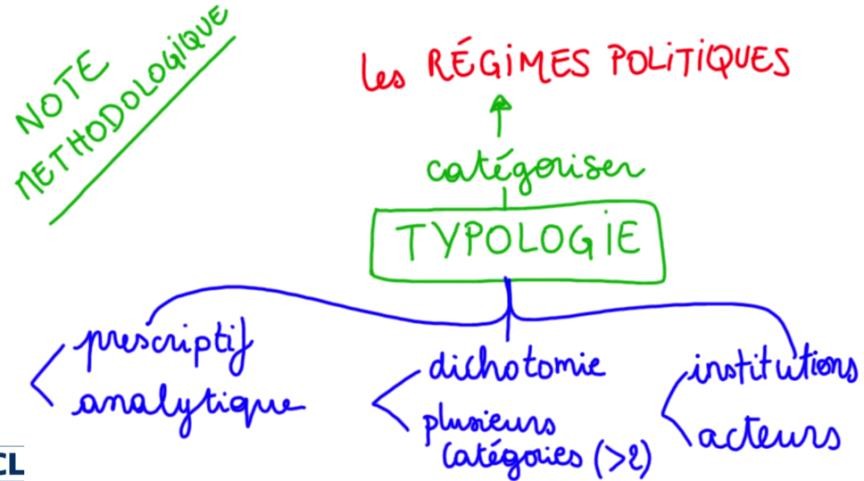
3. Les normes juridiques (Poids des institutions)

4. Les règles politiques (poids des partis politiques par ex.)

Le régime politique couvre de nombreux aspects déterminants pour le fonctionnement d'une communauté politique, c'est pour cela qu'on s'y intéresse dès l'antiquité jusqu'à aujourd'hui. Les philosophes politiques puis les politistes ont procédé à des classifications de ces connaissances (les typologies).

**Une typologie** est une classification basée sur quelques critères choisis parce qu'ils caractérisent les phénomènes que nous étudions. Ces critères sont exhaustifs et mutuellement exclusifs de préférence.

De plus, nous pouvons catégoriser les régimes politiques avec une approche **prescriptive** (quel est le meilleur?) où **analytique** (étude neutre du fonctionnement), avoir une approche dichotomique où plus variée, une approche par les institutions ou par les acteurs ect…



Généralement, on distingue les régimes **démocratiques** des régimes non-démocratiques.

Ensuite on distingue les **démocraties représentatives** (Parlement au Royaume-Uni et en Belgique, collège aux USA) des **démocraties participatives** (Référendum en France, votations populaires en Suisse). Il est clair que tout n'est pas noir et blanc, il existe divers types de démocraties représentatives comme de démocraties participatives.

Parmi les régime **non-démocratiques** on distingue les **régimes autoritaires** des **régimes totalitaires**.

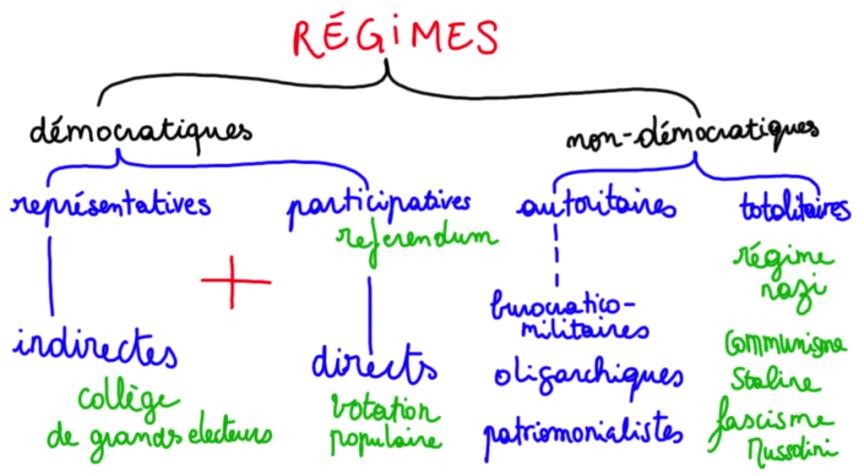
L'idéal-type du régime totalitaire renvoie au model du **IIIè Reich, de l'URSS de Staline, ou de l'Italie sous Mussolini**. Les régimes autoritaires eux sont déclinés en plusieurs sous-catégories.

Par ex. Les régimes **bureaucratico-militaires** où l'armée et les technocrates prennent le pouvoir politique (situation de l'Argentine jusqu'aux années 1970)

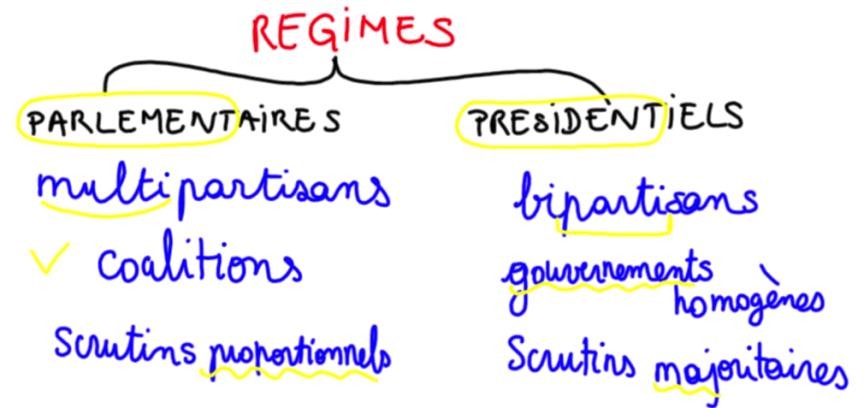
Ou bien **les oligarchies** où quelques familles ou clans gèrent l'Etat comme s'il était leur propriété (situation du Rwanda

pendant des années)

Ou encore **le patrimonialisme** où un leader assure seul et à des élites proches de lui le maintien du pouvoir et des ressources (c'est le cas de certains pays arabes comme le Maroc par exemple)



Une autre façon de différencier les régimes politiques est de les classer en **régimes parlementaires ou présidentiels:**



Dans le premier cas le centre de gravité politique est le parlement, où plusieurs partis politiques se concurrencent et forment généralement des gouvernements à plusieurs sur base d'un nombre de siège au parlement dépendant d'un pourcentage de vote obtenu aux élections.

Dans le deuxième cas, le centre de gravité politique est le gouvernement, voir le chef du pouvoir exécutif. Avec un parti politique comme leader dans le gouvernement sans forcément associer d'autres partis car Il remporte la majorité du gouvernement.

Leçon 2: Aux origines de la démocratie

La première forme de démocratie apparait autour du **Vème siècle av. JC dans l'Athènes antique**, mais cette démocratie n'incluait que les hommes majeurs libres, c'est en vérité à partir du 6ème siècle mais on considère le 5ème comme le siècle d'or, le siècle de Périclès nom d'un homme politique reconnu reconduit plus de 15 fois au poste de stratège (Affaires étrangères, état-major et finances).

Deux traits marquants caractérisent la démocratie athénienne:

**L'exercice direct du pouvoir par les citoyens:**

Les 40 000 citoyens éligibles à participer à la vie politique d'Athènes (12.5% de la population: **Hommes adultes libres, exclut donc femmes, jeunes et esclaves**) se réunissaient sur la place publique (l*'Agora*) en une assemblée (l'*Ecclésia*) trois ou quatre jours par mois pour discuter de l'organisation interne de la cité et de ses relations avec le monde

extérieur. Les décisions se prenaient à **main levée à la majorité des voix exprimées** selon le principe un homme = une voix (principe de l'Isonomie)

Un conseil (*Boulè*) de près de 500 citoyens se chargeait de préparer l'ordre du jour et le débat de l'*Ecclésia*, ce conseil est renouvelé et tiré au sort chaque année. Celui-ci est également chargé de faire exécuter les décisions par la magistrature (équivalent de l'administration publique exécutive: les ministères)

Enfin il y avait les tribunaux (*Héliée*) dont le rôle était de trancher les conflits et de juger de la conformité des lois votées par l'ecclésia aux lois fondamentales de la cité (Constitution).

Une certaine séparation des pouvoirs était donc déjà perceptible dans la démocratie athénienne

**La participation des citoyens à la vie démocratique via le tirage au sort:**

La plupart des fonctions dans les organes, autres que l'ecclésia, étaient toutes composées de citoyens tirés au sort pour une durée limitée (généralement un an ou plus). Le tirage au sort se faisait avec ou sans candidature des citoyens.

Cela dit, certains postes, tels que celui de Stratège, un poste clef, nécessitaient une candidature et étaient soumis au

suffrage universel.

Ce modèle démocratique était rendu possible par le tirage au sort, la faible durée des mandats, la limitation du nombre de mandats exercés et l'instauration d'une indemnité de participation qui poussait tous les citoyens à participer à la vie politique de la cité, également les plus pauvres.

**Régime idéal?** Il convient de garder à l'esprit que malgré le fait que cette démocratie pourrait sembler la véritable démocratie, un régime idéal ce modèle avait un aspect liberticide par exemple tout citoyen dont le comportement était jugé négatif par une majorité d'autres citoyens pouvait être condamné à l'exil voir à la mort, comme ce fut le cas pour Socrate au Vème siècle av. JC. Aristote redoutait d'ailleurs la tyrannie de la majorité.

**Réinstaurer le tirage au sort?** Cette solution peut sembler complètement anachronique, pourtant certains argumentent que l'élection est un mode de sélection aristocratique, c'est à dire que l'élection sélectionne les élites, bien loin de l'idéal démocratique d'inclusion totale du "*démos*" (le peuple) dans la gestion du "*kratos*" (pouvoir)

Leçon 3: La démocratie moderne

La démocratie est "*Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple*" Abraham Lincoln.

La plupart du temps, dans les démocraties libérales contemporaines les citoyens n'exercent pas directement le pouvoir. Ils en délèguent l'exercice à des représentants élus. C'est donc le gouvernement du peuple, au nom du peuple, pour le peuple.

**Comment la démocratie libérale représentative est-elle advenue? Exemple de l'Angleterre:**

Sous le règne du roi Jean sans Terre, en 1215, est promulguée la "*Magna Carta*" pour limiter les exigences financières du monarque. La levée des impôts devra désormais être approuvée par un Grand Conseil (l'ancêtre du parlement)

En 1689 le "*Bill of Rights*" consacre l'apparition progressive de deux types de pouvoir distincts: législatif et exécutif, ainsi

le Roi ne peut plus s'opposer aux lois adoptées par le Parlement.

A l'époque le gouvernement est nommé et destitué par le roi et il est responsable devant celui-ci, mais puisque "le Roi ne peut mal faire" une distinction progressive s'établit entre celui-ci et son cabinet gouvernemental.

Leçon 4: Les systèmes électoraux

Au 19ème siècle le suffrage n'est pas universel, seuls certains hommes peuvent voter (riches, propriétaires, diplômés..) Ce n'est qu'à partir du tournant 20è siècle avec la transformation des sociétés que le droit de vote est élargi à tous les hommes. Enfin, il faudra attendre la moitié du 20ème pour voir le droit vote accordé aux femmes.

On distingue en général trois grands modes de systèmes électoraux:

**Le scrutin majoritaire:**

Est élu le parti ou le candit qui a gagné le plus de voix par rapport aux autres. Il tend à produire un système à deux partis.

|  |  |
| --- | --- |
| Avantages | Inconvénients |
| Plus clair, indique qui dispose de la majorité | Ne représente pas toutes les tendances politiques e la société |
| Plus stable, pas besoin de coalitions |  |

**Le scrutin proportionnel:**

Est représenté toute tendance politique du corps électoral, sont donc comprises les minorités. Tous les partis sont représentés proportionnellement. Il tend à produire un système à plusieurs partis.

|  |  |
| --- | --- |
| Avantages | Inconvénients |
| Représente proportionnellement Toutes les tendances politiques de la société | Instable, il y a souvent nécessité de former une coalition afin d'obtenir la majorité |

Leçon 4 (II): Régimes parlementaires et régimes présidentiels

On distingue en général trois catégories principales du fonctionnement législatif et exécutif: Parlementaire, Présidentiel et semi-présidentiel. Cette appellation distingue les régimes politiques en fonction des règles qui attribuent et enlèvent leurs pouvoirs aux décideurs politiques.

**Régime parlementaire:**

Le centre de gravité d'un régime parlementaire est le parlement souvent appelé aussi "assemblée législative". L'assemblée est constituée d'hommes et de femmes politiques élus par les citoyens pendant une période dite "législature", sa tâche est de préparer discuter et volter les lois qui influencent le vivre ensemble.

Dans le régime parlementaire celui-ci est le centre de gravité politique car c'est lui qui vote la confiance ou la méfiance au gouvernement. Concrètement, le gouvernement peut exécuter les lois et essayer de mener son programme à bien seulement s'il dispose d'une majorité au parlement qui l'approuve. Même si approuvé le gouvernement peut toujours être destitué par une motion de méfiance. En bref, le principal pouvoir est entre les mains du parlement.

|  |  |
| --- | --- |
| Avantages | Inconvénients |
| Théoriquement le pouvoir est placé exclusivement entre les mains des parlementaires qui représentent les citoyens. | Le gouvernement prend souvent la forme d'une coalition pour obtenir la confiance du parlement:  - les coalitions sont décidés entre les partis sans l'avis des citoyens  - les coalitions sont très instable car sujettes aux différents  des partis sur diverses questions économiques et/ou sociales |
| 80% des décisions adoptées au parlement sont de l'initiative du gouvernement | 80% des décisions adoptées au parlement sont de l'initiative du gouvernement |

**Régime présidentiel:**

Le centre de gravité d'un régime présidentiel est le président qui obtient son pouvoir directement (ou indirectement) des citoyens via des élections différentes que celles législatives. Ni le président ni son gouvernement (qu'il forme lui- même) ne dépendent du parlement. De son côté, le parlement ne peut être dissous ni par le président ni par le gouvernement. Le parlement est également élu par les citoyens directement et les deux organes se contrebalancent. Ils travaillent ensemble et s'approuvent mutuellement (mais peuvent aussi s'opposer à certaines décisions)

**Régime semi-présidentiel:**

Le président de la république ainsi que le premier ministre jouent un rôle primordial, ensemble ils pilotent le

gouvernement souvent homogène et stable, ce n'est que rarement une coalition puisque il suffit que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif aient le même parti ou orientation politique dominante pour mettre en œuvre simplement le programme politique.

Leçon 5: La non-démocratie

On distingue généralement deux types de régimes non démocratiques: totalitaires et autoritaires. Juan Linz établit trois critères pour les discerner: la place de l'idéologie, la nature du pouvoir et la mobilisation politique de la population.

**Régime totalitaire:**

 Le pouvoir accorde une forte place à l'idéologie, les individus doivent se convertir dans leurs idées et dans leur comportement à l'idéologie officielle. Le régime a le monopole idéologique, toute idée contraire est réprimée par la violence

 Outre au monopole idéologique le pouvoir est concentré dans les mains d'un seul groupement, d'un seul parti. C'est ce que l'on qualifie de "monisme". Aucun domaine d'activité économique, sociale ou culturelle n'est autonome, chacun sert des finalités idéologiques et politiques du régime.

 Enfin, la mobilisation politique de la population est forte. Le pouvoir vise à une adhésion active et sans réserve de toute la population, pour cela un contrôle social extrêmement intense est mis en place, touchant tous les espaces, du lieu de travail jusqu'au sein de la famille.

Ce type de régime est souvent marqué par le culte de la personnalité du chef (Mussolini, Hitler, Staline, Mao..); Celui-ci remplit par son charisme la fonction de mobilisation politique de la population et concentre en sa personne la nature moniste et le projet idéologique monopolistique du régime. On disait par exemple "Mussolini a toujours raison"

**Régime autoritaire:**

 Les régimes autoritaires peuvent fonctionner sans idéologie élaborée, structurée et directrice, ils peuvent se satisfaire d'une adhésion de façade. Les régimes autoritaires peuvent être porteurs d'un idéal progressiste où bien d'une vision conservatrice de l'ordre social existant.

 Dans les régimes autoritaires le pouvoir n'est pas forcément moniste, il tolère parfois la participation autonome de certains groupes tels que les syndicats, l'église, à condition qu'ils ne contestent pas les fondements du régime.

 Enfin, dans un régime autoritaire la mobilisation politique de la population est variable, relativement faible. Ces régimes sont généralement caractérisés par une certaine obéissance passive et l'apathie des individus, voir même une véritable dépolitisation réservant ainsi l'activité politique aux élites (notamment militaires). La violence par contre peut -être aussi forte qu'en régime totalitaire puisque le régime autoritaire vise tout autant la suppression de toute forme d'opposition.

**Semaine 4: Les idéologies**

Leçon 1: Le libéralisme

D'une manière générale le libéralisme entend défendre la liberté individuelle. Du libéralisme se distinguent différentes dimensions: **philosophique, culturelle, politique et économique** qui reposent toutes sur le principe de la **liberté individuelle**.

 Le libéralisme philosophique est issu des Lumières du 17ème siècle qui appellent à faire confiance à l'**individu doué de raison**. Pour les penseurs libéraux **l'individu passe avant la communauté car la communauté est avant tout constituée d'individus** contrairement à la conception du monde dominante à l'époque selon laquelle la communauté, un corps humain, prévaut sur l'individu.

 Le libéralisme culturel, toujours en se basant sur la notion de liberté et la défense des liberté individuelles, estiment que la société ou l'état ne devraient pas imposer des valeurs, des opinions à ses membres afin que **chacun puisse**

**développer sa propre personnalité.**

 En libéralisme politique cela se traduit bien évidemment en la **reconnaissance des différentes opinions (pluralisme)** et

la tolérance (liberté d'expression par ex). En effet le libéralisme rejette une visions holiste de la société (le tout prime sur les parties), pour les libéraux ce sont les parties qui doivent primer sur le tout. De conséquence le pluralisme et la tolérance sont deux principes fondamentaux. Le pluralisme reconnaît l'existence de différentes opinions dans une même communauté; **La tolérance permet la coexistence pacifique d'individus aux opinions et aux volontés différentes** et contradictoires, chacun doit pouvoir penser ce qu'il veut sans être inquiété.

De plus, politiquement parlant, le libéralisme souhaite l'**égalité juridique** des citoyens: **tous doivent être égaux devant la loi** et lors des élections: **un homme = une voix**.

 Enfin, le libéralisme économique s'inscrit dans la lignée des libéralismes philosophiques, culturels et politiques mais s'oppose aussi à ceux-ci par certains vers. Il défend l'économie de marché dans le cadre d'un système capitaliste (propriété privée et articulation entre l'offre et la demande) ainsi que très peu ou aucune intervention de l'état dans le fonctionnement de l'économie en se basant sur les travaux de **Adam Smith**. Ce dernier parle d'une "***main invisible***" qui **autorégulerait l'économie et assurerait la richesse et le bien-être de tous par les actions économiques** des individus (prises dans leur propre intérêt.)

Malgré cela il existe des visions différentes, certains libéraux souhaitent une intervention de l'état plus conséquences pour lutter contre certaines concentrations capitalistiques et certaines pratiques commerciales (monopoles ou concurrence déloyale).

Leçon 2: Le communisme et le socialisme

Le socialisme apparaît au 19è siècle dans un contexte marqué par trois grands développements liés aux révolutions industrielles.

Développement industriel et naissance du capitalisme:

- Apparition de sociétés industrielles et commerciales

- Mécanisation de la production laissant une partie de la main d'œuvre sans travail

- Forte croissance économique

Cette croissance est marquée par des révolutions politiques majeures en Angleterre, France et aux Etats-Unis avec comme conséquence l'avènement de la démocratie libérale et l'apparition du suffrage censitaire dans un premier temps et universel plus tard.

Ces développements mènent à la création de fortes inégalités entre la classe bourgeoise et la nouvelle classe d'ouvriers

que Marx appelle le prolétariat.

Le communisme de Marx: Dans son analyse des sociétés européennes de l'époque Karl Marx fait la distinction entre:

- Infrastructure: la bourgeoisie possédant le capital exploite le prolétariat qui loue son travail contre un salaire

- Superstructure: constituée par le politique elle a pour objectif de maintenir cette infrastructure économique via un appareil idéologique de justification de l'ordre social existant véhiculé par l'éducation et la religion.

Cette analyse fonde le marxisme qui vise l'égalité effective matérielle entre les individus par la révolution. Il faut en effet selon Marx inverser le rapport de force entre les classes sociales et instaurer la dictature du prolétariat pour:

- Abolir la propriété privée

- Saisir les biens mobiliers et immobiliers

Car le communisme considère que ce sont les rapports de force entre les classes qui déterminent la vie des individus et non les droits conférés par les constitutions et les législations nationales.

Sur le plan individuel le communisme considère que la bien-être passe par le collectif et qu'il ne peut y avoir de liberté sans égalité, cela doit s'inscrire dans les faits et non seulement dans les droits

Sur le plan Politique le communisme prône la démocratie populaire censée représenter les intérêts du peuple, cela a

souvent conduit à l'instauration de certains régimes liberticides de parti unique et la constitution d'une élite privilégiée

(nomenklatura)

Sur le plan économique le communisme prône une économie basée sur la planification par l'état en fonction des ressources et des besoins plutôt que sur la libre concurrence entre les acteurs économiques, qualifiée d'économie de pénurie ce modèle d'économie n'a pas tenu et a conduit à l'effondrement des principaux régimes

Le socialisme: Même s'il s'inspire du communisme le socialisme dont se revendiquent des acteurs politiques aujourd'hui se différencie en partie du communisme par la stratégie politique adoptée: le socialisme veut changer le système capitaliste non pas par la révolution mais bien par la réforme du système. Cette réforme passe par exemple par

l'instauration du droit de vote pour tous et par la possibilité d'accéder gratuitement à l'école.

La démocratie libérale doit ainsi donner des garanties tant à la classe capitaliste que la classe ouvrière pour amener cette dernière au progrès social. Comme l'avance Léon Blum: "Il s'agit de gérer les affaires de la société bourgeoise au mieux des intérêts de la classe ouvrière"

Sur le plan économique le sociale va progressivement devenir favorable à l'économie de marché et à la libre concurrence tout en cherchant à instaurer l'intervention de l'état dans de nombreux domaines avec l'affirmation de l'Etat social ou "Etat providence"

Sur le plan international: Les socialistes de tous les pays se réunissent régulièrement dans les internationales socialistes car il est par définition internationaliste: les conflits opposent les classes sociales et non pas les nations. Les travailleurs du monde entier doivent s'opposer aux forces de capital qui détiennent les moyens de production, d'où la conclusion du manifeste: "prolétaire de tous les pays, unissez-vous!"

Autant le communisme "orthodoxe" que le socialisme "révisionniste" ont été largement influencés par Marx. Dans ces deux courants, ce sont les rapports de production de l'infrastructure économique justifiés par l'ordre politique de la superstructure qui créent des inégalités dans les sociétés. Ce qui les différencie ce sont les moyens pour parvenir à l'égalité sociale entre les hommes.

Leçon 3: La démocratie chrétienne

Au fil de l'histoire la religion, et plus particulièrement l'Eglise Catholique Romaine ont vu leur influence sur le pouvoir étatique diminuer, au début les rois et empereurs étaient sacrés au sein des églises et pouvaient être excommuniés à tout moment, plus tard ils sont relégués au rôle de légitimation du pouvoir politique (monarchie absolue de droit divin du roi soleil par exemple).

Dans un deuxième temps l'avènement de la démocratie libérale instaure la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est à un

dire un phénomène de laïcisation du pouvoir politique ce qui conduisit à la constitution de partis laïques d'une part et de partis d'orientation confessionnelle d'autre part.

Du côté des partis laïcs on retrouve les partis libéraux et socialistes **La séparation entre l'Eglise et l'Etat repose** sur la **conception** selon laquelle la **souveraineté du pouvoir relève des hommes** - des hommes qui conçoivent de manière autonome les normes qui guident l'organisation de leur vivre ensemble : la laïcité consacre de la sorte la **liberté de conscience** et la **liberté de religion** avec la religion / les religions sont renvoyés à la sphère privée. Dans ce cadre, **l'Etat** est **neutre** et censé garantir l'égalité en droits de tous les citoyens, quelles que soient leurs convictions religieuses et philosophiques (**pluralisme**.)

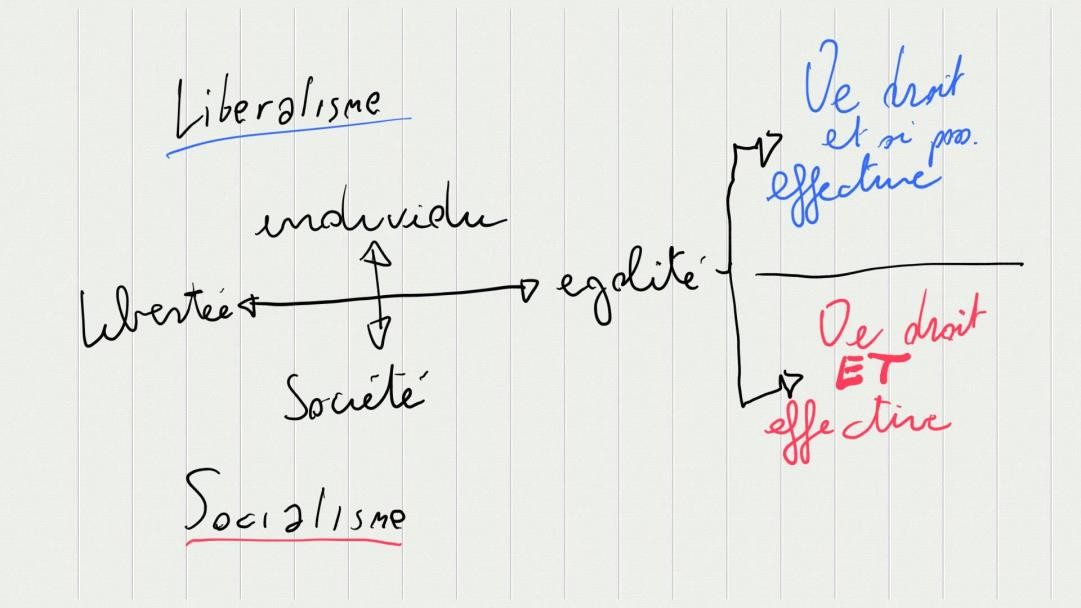
Du côté des partis confessionnels émerge le **catholicisme libéral** : une adaptation du catholicisme à l'ordre du libéral issu de la Révolution française. Ce courant catholique se rallie à la démocratie libérale en s'émancipant de Rome. Celle-ci, à l'époque, condamne en effet l'autonomisation de la société et du politique vis-à-vis de l'Eglise. L'objectif des catholiques libéraux, est de **concilier principes démocratiques libéraux et dogmes catholiques. (valeurs chrétiennes)**

Le catholicisme libéral trouve un prolongement dans le catholicisme social qui agit, dans un contexte de révolution

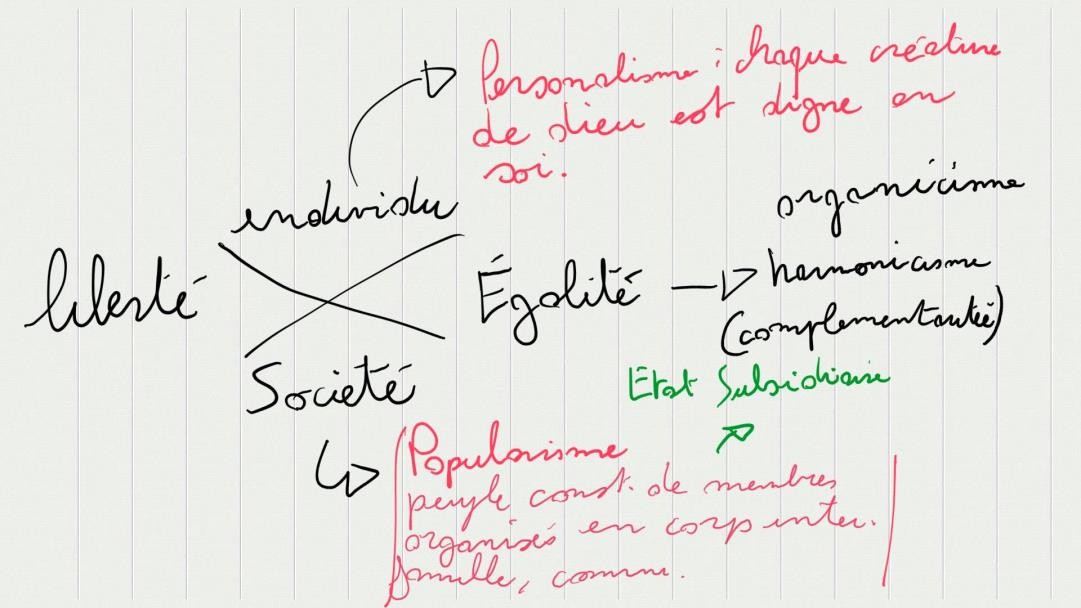
industrielle, conte la misère des classes laborieuses.

En 1891 Le pape Léon XIII promulgue l'encyclique (circulaire adressée à l'ensemble des évêques) "Rerum Novarum" qui inaugure la doctrine sociale de l'Eglise: "L'Eglise, par une foule d'institutions éminemment bienfaisantes tend à améliorer le sort des classes pauvres."

**Pour résumer Social/Libéral:**



**Démocratie Chrétienne:**



Leçon 4: Le(s) Nationalisme(s)

Définition de Nation:

Une nation est communément définie comme une communauté politique formée par un ensemble de citoyens.

Plus précisément, pour B. Anderson c'est "*une communauté politique* ***imaginaire****, et imaginée comme intrinsèquement*

***limitée*** *et* ***souveraine***"

- "***Imaginaire***" car personne ne pourra connaitre tout le monde au sein de cette communauté

- "***Limitée***" car elle n'est pas imaginée à l'échelle de la planète

- "***Souveraine***" car les individus en faisant partie aspirent fondamentalement à déterminer leur destinées en tant que groupe.

Différentes conceptions de la nation:

Selon la **première conception la nation est liée à des critères ethniques, culturels, linguistiques, religieux**… qui marquent l'appartenance à une communauté. Ces traits feraient naturellement appartenir les individus à la nation comme les organes à un corps d'où le fait que cette conception est qualifiée d' "***organiciste***"

En Autriche ou en Allemagne par exemple cette vision a donné lieu au **droit du sang**, un principe juridique selon lequel

un enfant à sa naissance possède la **nationalité** de ses parents **par hérédité**.

Selon la **deuxième conception la nation est liée à la volonté de vivre ensemble au sein d'une même communauté politique**. A partir de cette perspective la race, la langue, la religion..; ne sont pas les vecteurs de l'appartenance à la nation. Cette vision a donné lieu aux USA ou au Canada par exemple au **droit du sol**, un principe juridique selon lequel un enfant à sa naissance possède la **nationalité** de l'Etat **du territoire** sur lequel il naît.

Contexte historique: D'où viennent ces conceptions?

Pendant les grandes révolutions nationales (18/19è) des peuples ont voulu s'affranchir d'un pouvoir politique qui les oppressait (que ce soit à l'intérieur du pays ou par une force étrangère). Ces peuples cherchaient l'**autodétermination nationale**.

En effet on part du principe à partir du siècle des lumières que "***le principe de toute souveraineté réside essentiellement***

***dans la nation, nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément***" (Article 3 de la déclaration française des droits de l'homme et du citoyen). C'est la naissance de la notion de **souveraineté nationale** qui est conférée au peuple à travers l'état grâce à l'autodétermination nationale.

Ce processus se reflète aussi par l'**émancipation de certains peuples de pouvoir considérés étrangers**. Par exemple la

Belgique qui gagne son indépendance des Pays-Bas en 1830

Nationalisme et extrême droite:

Exacerbé, le nationalisme peut aussi entraîner parfois la violence au seins du "corps" formé par la nation par **rejet des individus considérés comme "étrangers"** à ce corps ou vis à vis **d'autre nations** par la guerre.

Leçon 5: Quelques autres "-ismes"

l'Anarchisme:

L'anarchisme apparaît au **19è siècle** avec une personnalité comme Pierre-Joseph Proudhon, un des premiers à se présenter comme anarchiste et qui prononcera la phrase restée célèbre: "***La propriété, c'est le vol***".

De nombreuses personnalités ont prôné une **société sans pouvoir, sans système de domination centralisé, sans Etat**.

Refusant l'idée d'une autorité politique **légitime**.

Certains politistes considèrent que l'anarchisme n'est pas une idéologie en tant que telle car même s'il explique ce que devrait être la société **il ne propose pas une organisation de la société**. Cela est dû à la logique même de cette idéologie qui refuse toute institution qui entrave l'indépendance de l'individu et de la communauté.

Selon l'anarchisme **nul ne peut réclamer le droit de gouverner la vie des autres**, les individus ne peuvent agir que par

leur **propre évaluation, leur propre avis**.

Cela nous amène à un **dilemme**: que se passe-t-il si en vertu d'un accord un individu accepte de faire ce que lui dira un autre car il considère que c'est dans l'**intérêt du groupe**?

Le contrat social, le pouvoir institutionnel ne compromettent pas la raison des individus, c'est l'articulation des deux qui confère la légitimité au politique.

l'Ecologisme:

Globalement l'écologie naît comme mouvement social à partir des **années 1960**, qualifiés de "**Golden Sixties**": Cette période de **grande prospérité** permit la satisfaction globale des besoins primaires de tout le monde et l'établissement des **valeurs post-matérialistes** en occident.

Dans le contexte du développement du **nucléaire** (civil et militaire), de l'**épuisement des ressources naturelles**, du **trou**

dans la **couche d'ozone** et des **pluies acides** l'écologisme devient un mouvement politique auquel s'ajoutent d'autres enjeux, pacifistes, féministes, autogestionnaires notamment. C'est la naissance des partis "**verts**" qui se sont généralisés dans les pays européens autours des années 1980.

Au cœur de l'idéologie se retrouve la dénonciation du **risque que le développement fait peser sur l'environnement**.

L'écologie prône la nécessité de développer un mode de vie qui respecte les équilibres vitaux, environnementaux et biologiques de tous les organismes vivants.

l'Islamisme:

L'islamisme apparaît dans le cadre du **réformisme musulman à la fin du 19ème/début du 20ème siècle** dans le contexte de **colonisation du monde arabe**. L'idéologie islamiste promeut une **renaissance de l'Orient arabo-musulman** et une **reconnexion avec le passé précolonial** ressenti comme authentique par un **retour à l'islam des origines**, elle est dans ce sens réforme (ré-forme). De plus, l'islamisme combat la prétention de la pensée politique occidentale au monopole de l'universalité.

C'est à partir des années 1970-80 que l'islamisme s'affirme sur les scènes politiques arabes en tant que force d'opposition aux régimes en place, les **régimes islamistes faisant plutôt figure d'exception**: Arabie Saoudite, république du Soudan pendant les années 80, la République Islamiste d'Iran et le régime des Talibans en Afghanistan de 1996 à

2001.

**Suite au Printemps Arabe**, cette force d'opposition a réussi à tirer son épingle de l'ouverture du jeu politique en **accédant au pouvoir**, c'est l'occasion de démontrer si l'islamisme peut réellement ou non s'affirmer comme force démocratique, pluraliste et inclusive.

Le Populisme:

Le populisme apparaît au **19ème siècle en Russie et aux Etats-Unis** sous forme de mouvements politiques (voir de partis) dont les discours **ciblent le peuple et surtout les classes agraires**. Dans la seconde moitié du 20è siècle et jusqu'à aujourd'hui le populisme reste fort à l'échelle de la planète via des personnalités fortes et des partis politiques.

Les politistes ne considèrent pas le populisme comme une idéologie mais comme une **stratégie politique voire**

**électorale**.

En effet, comme l'explique Taguieff, se trouve au cœur du populisme un style politique caractérisé par l'**appel au peuple, le culte et la défense de celui-ci, le rejet des institutions et de l'élite et l'exaltation d'une démocratie** (souvent participative) mais sans que des mécanismes concrets soient proposés.

Leçon 6: Gauche/Droite

La distinction gauche/droite trouve son origine dans la révolution française. Le 28 Août 1789 les députés qui siégeaient à l'assemblée nationale durent voter si le roi disposait ou non d'un droit de veto absolu sur les lois adoptées par l'assemblée. Les députés alors favorables à ce droit de veto absolu se rangent à la droite du président de séance et ceux qui y sont défavorable à sa gauche. C'est depuis lors que l'on assimile la droite au maintien de l'ordre existant: le conservatisme et la gauche à la transformation: le progressisme.

 **Le progressisme**: naît au siècle des lumières **vise à faire progresser la société par des réformes** ou bien par une révolution.

**Le conservatisme**: tend à concevoir **l'ordre social existant comme naturel** et donc **difficilement réformable**, le conservatisme veut donc **conserver l'ordre social existant** et les valeurs traditionnelles.

Un autre critère distinctif entre droite et gauche peut-être, comme l'a suggéré le philosophe politique italien Norberto

Bobbio, le **rapport au principe d'égalité**.

 En effet, la **droite libérale soutient l'égalité**, surtout des chances **mais considère qu'une certaine "dose" d'inégalité** est **inévitable voire utile** pour d'abord différencier les individus **en fonction de leur volonté, leur mérite**, leur intelligence ou l'effort et pour récompenser les plus courageux et les plus motivés.

Par contre, **à gauche** on considère que les individus méritent une égalité **autant au "départ" qu'à "l'arrivée"**. L'import sur la fortune par exemple vise à répartir la richesse au profit des moins nantis de manière indiscriminée.

Malgré tout cette **distinction** a souvent suscité une **série de critiques**. Les qualifications de gauche ou de droite sont **relatives** car on est finalement de gauche ou de droite les uns **par rapport aux autres**. Par exemple les partis "de gauche" européen soutiennent le principe de l'économie de marché et du capitalisme qu'ils rejetaient initialement alors

qu'en même temps, en Amérique latine, des partis également dits "de gauche" procèdent à la nationalisation de certains secteurs économiques.

l'influence est une relation entre deux acteurs par la quelle celui qui subit l'influence va bénéficier de la relation

Le pouvoir est une relation dans laquelle vous subissez des effets négatifs l'autorité est l'exercice légitime du pouvoir

**Semaine 5: Le pouvoir**

l'**Influence** est une relation entre deux acteurs par la quelle celui qui subit l'influence va bénéficier de la relation l'**Autorité** est l'exercice légitime du pouvoir

Le **Pouvoir** est une relation dans laquelle vous subissez des effets négatifs

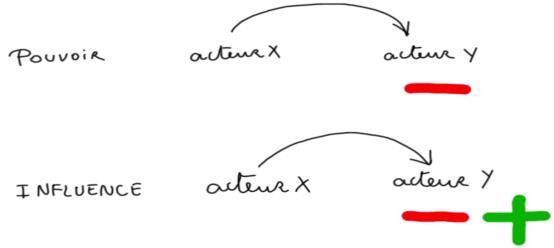
Leçon 1: Qui dirige dans nos sociétés?

**Dahl**

Une des définitions du concept de pouvoir est la définition de l'influence de **Robert Dahl**:

"*Un acteur A possède de l'influence sur un acteur B si A peut faire poser par B un acte que B ne poserait pas si A n'était pas là pour le lui faire faire.*"

En effet, pour Dahl, la définition de pouvoir est plus restrictive de celle d'influence car dans lorsque l'on parle d'**influence** les conséquences peuvent être autant **négatives que positives** alors que le **pouvoir** implique qu'en influençant l'acteur B, l'acteur A lui fait subir des **pertes**.



→ Le pouvoir **est une interaction** entre deux acteurs, une relation qui se joue **dans les deux sens**, l'acteur B peut également influencer l'acteur A

→ Le pouvoir **repose sur des décisions**, l'acteur A décide de faire pression sur l'acteur B qui peut décider de s'y soumettrre ou pas.

→ Le pouvoir **est partagé**, l'acteur B pourrait se trouver dans une relation où il tente d'infléchir le comportement d'un

**acteur C**, l'acteur B n'est pas forcement soumis.

Cette conception du pouvoir considère que dans les démocraties occidentales contemporaines le pouvoir est réparti entre divers acteurs de diverses catégories qui tentent par leurs interactions et leur décisions de s'influencer mutuellement. C'est une approche dite **interactionniste, décisionniste et pluraliste**.

**Mills**

Une autre approche a longtemps précédé celle-ci, l'approche "élitiste" du sociologue américain Charles Wright Mills.

Selon cette approche les décisions clés dans une sociétés sont prises par une élite politique économique et militaire qui dirige la société de par les interaction qu'elle entretient en son sein et en restant relativement imperméable aux autres catégories de la population qui lui obéit.

|  |  |
| --- | --- |
| **Dahl** | **Mills** |
| Le pouvoir est une interaction | Entre élite, rel. imperméable |
| **Le pouvoir repose sur des décisions** | **Le pouvoir repose sur des décisions** |
| Le pouvoir est partagé | Le pouvoir est concentré dans les mains d'une élite |

Le seul point en commun entre ces deux conceptions de considérer avant tout les décisions des acteurs comme les marqueurs de leur pouvoir. Pour Dahl et Mills, prendre une décision c'est exercer du pouvoir.

**Bachrach et Baratz**

D'autres auteurs ont également montré l'intérêt d'une approche non-décisionniste du pouvoir. En 1962 Peter Bahraich et Morton Baratz publient un article devenu célèbre qui montrait que pour estimer l'influence d'un acteur il était important de considérer les non-décisions c'est à dire la non-mise à l'agenda de certaines questions.

Il faut donc analyser les valeurs des acteurs, ce à quoi ils accordent de l'importance (ce qu'ils mettront à l'agenda).

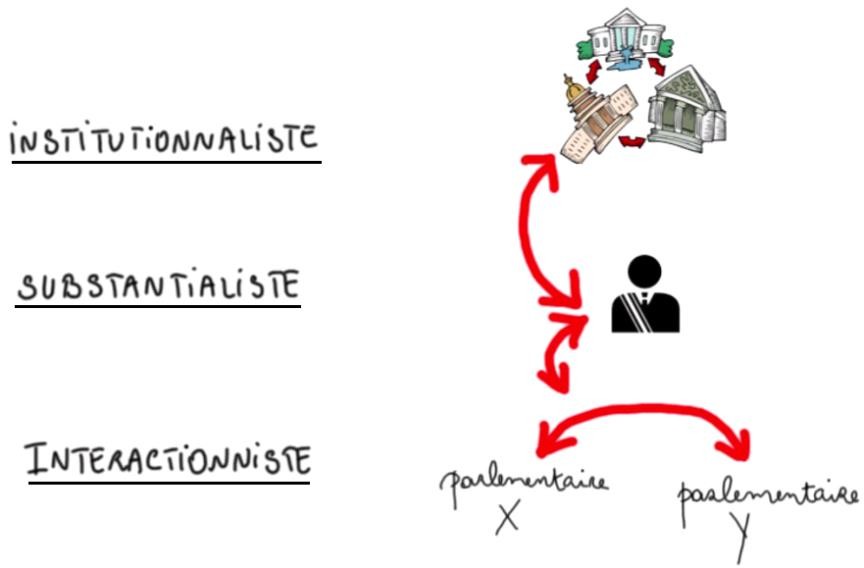
La science politique connait donc trois focales dans l'analyse du pouvoir

Conception institutionnaliste: le pouvoir est synonyme de gouvernants, il est dans les mains des trois branches du pouvoir étatique: exécutif, législatif et judiciaire.

Conception substantialiste: le pouvoir est une essence, un capital, le pouvoir s'acquiert et se perd. Le pouvoir est vu comme une énergie, une force. Cette focale s'intéresse à la façon dont une personnalité politique exerce le pouvoir pendant son mandat.

Conception interactionniste: le pouvoir renvoie à une relation entre au moins deux acteurs, c'est un pouvoir sur un autre acteur pourvu de marge de manœuvre et qui accepte l'influence de l'autre qu'il considère comme légitime.

Ces conceptions ne sont évidemment pas exclusives les unes des autres.



Leçon 2: Comment exerce-t-on le pouvoir en politique?

**Pourquoi obéir?**

- Par conviction

- Par conformisme

- Par crainte

- Par espoir d'un retour positif

**Pourquoi vouloir le pouvoir?**

- Le besoin de servir de la communauté

- L'ambition personnelle

Michael **Walzer** met en évidence que vouloir le pouvoir n'est pas anodin, pas nécessairement positif ou négatif, mais dangereux, on meurt plus rapidement/facilement lorsque l'on détient du pouvoir. De plus il considère que l'argent joue un rôle non-négligeable

**Comment obtenir le pouvoir?**

Pour **Machiavel** il existe quatre façons:

- Par sa vertu et ses propres armes

- Par la fortune et les armes d'autrui

- Par scélératesse (par cruauté)

- Par la faveur, le consentement de ses concitoyens.

Machiavel s'intéresse particulièrement aux deux premières façons d'obtenir (et de conserver) le pouvoir: Vertu et Fortune, toutes deux vont de pair avec le recours aux armes. En effet on ne peut nier que l'acquisition du pouvoir se fait souvent par la force

On peut également distinguer les **voies individuelles** et les **voies collectives** d'obtenir le pouvoir

**Individuellement:**

- Par la force

- Par héritage

- Par tirage au sort

- Par cooptation (choisi par ses pairs)

- Par désignation (on reçoit le pouvoir)

- Par élection

**Collectivement:**

- Octroyer

- Arracher

- Obtenir à l'usure

Quelles sont les ressources du pouvoir? Comment se fait l'exercice du pouvoir?

Champ **économique**

Champ **culturel et symbolique**

Champ **militaire et exercice de la force**

- Argent

- Capacité Distributive

- Compétences Techniques

- Information (propagande)

- Notoriété

- Légitimité

- Armée et forces de l'ordre

- Ordre public

- Légalité

Joseph **Nye** distingue entre "**Hard power**" et "**Soft power**"

"**Hard power**" est une notion qui recouvre les ressources du pouvoir qui se **matérialisent concrètement**: Chars, infanterie, ressources économiques. Cette notion renvoie à l'idée de **coercition**.

"**Soft power**" renvoie à l'idée de **persuasion**, ce sont les ressources du pouvoir qui ne se matérialisent pas concrètement, qui ne sont pas coercitifs. Le "Soft power" est une capacité d'influence qui ne découle pas de la force ou d'une règle mais par la persuasion. La **diplomatie** par exemple repose sur le soft power.

Leçon 3: Tout pouvoir est-il légitime?

La légitimité est nécessaire tant pour les gouvernants que pour les gouvernés. En effet les gouvernés ont besoin de croire que leur obéissance ait un sens et les gouvernants recherchent précisément le consentement des gouvernés à leur pouvoir. **Weber** dit d'ailleurs "*Toutes les dominations cherchent (…) à éveiller et à entretenir la croyance*".

De plus, **Weber** distingue trois types de domination/légitimité:

- **Traditionnelle**: S'appuie sur la tradition, "parce que cela a toujours été comme ça".

- **Charismatique**: Du grec "charisma": grâce, don. Le pouvoir du chef repose sur un don, un talent exceptionnel en vertu duquel on lui obéit.

- **Rationnelle-légale**: Le pouvoir est conforme à un ordre légal, conçu selon la raison humaine, on suit le règlement. Le pouvoir est conféré au chef par la loi. Dans ce cadre-ci le chef lui-même doit se conformer aux règles qui fondent son pouvoir faute de quoi il risque de voir son pouvoir devenir illégitime.

Ces trois types de légitimité ne sont pas exclusifs, ainsi dans une monarchie parlementaire le Roi tire sa légitimité autant de la loi que de la tradition, ou encore de son charisme.

**Tout ce qui est légal est-il légitime?**

Selon la légitimité rationnelle-légale oui, mais certains peuvent considérer une loi comme illégitime parce qu'ils la considère comme injuste ou immorale.

Par exemple le combat contre la peine de mort du ministre français de la justice Robert Badinter pendant les années 80:

"*Dans une démocratie, quels que soient ses mérites, quelle que soit sa conscience, aucun homme, aucun pouvoir ne saurait disposer d'un tel droit sur quiconque en temps de paix*"

Notons également que la légitimité d'un même pouvoir peut évoluer au cours du temps. Par ex. Le général de Gaulle qui dirigea le gouvernement en exil à Londres suite à l'occupation revient en France et instaure la Ve république fondée sur une constitution dit-on "taillée à sa mesure"

CHAPITRE 8 🡪 LES PARLEMENTS ET GOUVERNEMENTS

1. Le parlement

Définition : Assemblée essentiellement composée de représentants par le peuple qui exerce le pouvoir législatif (produit des lois, décisions suprêmes de portée générale ou particulière,…), seule ou avec le chef de l’État.

* Monocaméral : tous les représentants/députés se réunissent dans une seule et même chambre.
* Bicaméral : chambre haute et chambre basse.

NB : Montesquieu : séparation des pouvoirs (autonomes afin de se préserver de l’absolutisme). Pouvoir législatif par le Parlement, exécutif par le gouvernement, et judiciaire par les cours et tribunaux. De là viennent les régimes parlementaire et présidentiel.

Origines historiques :

13es. en Angleterre : Parlement de Westminster avec les revendications des bourgeois souhaitant participer à la gestion des affaires de l’État et de la Cour. 15es, séparation en deux chambres : House of Lords (chambre haute = noblesse et clergé) et House of Commons (chambre basse = bourgeois et aristocratie). 1688, après la Glorieuse révolution, Parlement domine sur le pouvoir du Roi. Collaboration des pouvoirs législatif et exécutif.

Gouvernement responsable devant le Parlement qui lui vote sa confiance et légitime son action. Limite de manœuvre gouvernementale et instabilité (notion de méfiance, obligation de démission du gouvernement et l’immobilité des affaires d’État).

Démocratie représentative (défense par un certain nombre des intérêts du plus grand nombre), forme limitée et indirecte du fonctionnement démocratique, lien gouvernants/gouvernés dans l’intérêt des citoyens. !pas toujours suffrage universel pur !

Nombre de chambres :

Parlements unicaméraux ou bicaméraux (une ou deux chambres). 2 grandes explications de l’origine et des pouvoirs de la chambre « haute » (Sénat) :

🡪 Historique et sociologique : chambre haute = héritage de l’histoire sociale. Corps social plus restreint (clergé et noblesse) associé au pouvoir monarchique, élitiste. (Ex : House of Lords). Représentation par suffrage censitaire et capacitaire (aussi pour certaines chambres basses, ex. Belgique).

🡪 Institutionnelle : chambre haute représente des entités géographiques ou sous-étatiques en structure fédérale ou régionale (ex. Belgique : Sénat = chambre des régions et communautés).

Chambre basse (chambre des représentants Belgique) 🡪 suffrage universel et vote direct, selon différents systèmes électoraux. Chambre haute (Sénat) 🡪 durée du mandat (souvent plus long) et le mode de suffrage plus indirect.

Tendance pour le monocaméralisme depuis la 2e GM.

Bicaméralisme 🡪 gérer les conflits fédéral/fédéré, ou pouvoir central/décentralisé. Particularités :

* encadrer le pouvoir exécutif (double contrôle sur le gouvernement par les chambres).
* répondre à un plus grand nombre d’intérêts, mieux représenter les électeurs.
* contrôle des activités de la première chambre (prévenir les erreurs ou conflits d’intérêts à l’adoption d’une loi).
* dispositif de sécurité (débattre les normes en profondeur, temps de réflexion plus long).

Reproches :

* Prise de décision plus lente.
* Membres désignés ou élus indirectement, pas toujours par le peuple.
* Conflits de compétences, opposition sur différentes lois.
* Caractère conservateur (ex. le lieu dédié à une certaine élite).

Commissions parlementaires :

Séances plénières : réunissent tous les députés, décision collective. Commissions parlementaires🡪 travail de fond car nombre restreint et plus de temps pour approfondir les propositions. Deux grands types de mobilisation:

🡪 Commissions structurelles (permanentes): travail relatif à la législation dans la justice/les affaires sociales/étrangères/etc., lois qui contribuent au vivre ensemble. Parlementaires de chaque parti pour représenter au mieux les électeurs.

🡪 Commissions spécifiques (ad hoc, conjoncturelles): Commission d’enquête parlementaire: contrôle et désignation de responsabilités face à un problème politique (parlementaires comme juges d’instruction). Autres catégories plus spécifiques pour débattre d’enjeux sociétaires requérant l’intervention du parlement, demandant du temps et de l’expertise.

Taille des chambres et enjeu des découpages :

Taille de la chambre principale généralement proportionnelle à celle de la population. En commissions, souvent un nombre proportionnel de parlementaires des différents partis de la majorité et l’opposition, tenant compte de la dispersion électorale (ex. Belgique, nombre de sièges à la chambre des députés égal à la population des circonscriptions électorale).

Circonscriptions électorales = entités territoriales plus ou moins homogènes définies par la loi. Des redécoupages électoraux peuvent affaiblir tel ou tel parti.

BHV : l’enjeu politique des circonscriptions électorales en Belgique

Circonscriptions électorales en Belgique suivent la ligne des provinces administratives (10), à part l’arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvoorde (région francophone Bruxelles-Capitale annexée à l’arrondissement électoral néerlandophone HV). Les habitants de BHV pouvaient choisir entre les listes électorales francophones ou néerlandophones. Flandre mécontente car BHV ne respecte pas la ligne des provinces et est contraire à l’unilinguisme donc une anomalie.

Moniteur belge 2012 🡪 BHV scindé, 15 députés à élire à Bruxelles + 15 en Brabant Flamand (8 HV + 7 Leuven) donc 30 en tout et plus 29, on retire un député dans le Hainaut pour garder 150 sièges à la Chambre des Représentants.

Systèmes électoraux et modes de scrutin :

* Scrutin majoritaire : victoire du candidat qui a obtenu le plus de voix (pas besoin de majorité absolue ni de majorité qualifiée) Avantage: majorité forte et apparition claire des différences qui caractérisent les partis. Dans les circonscriptions où le parti a gagné les élections, il récolte les suffrages de tous les candidats.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Élection à 1 tour | Élection à 2 tours |
| Circonscription Uninominale | Un seul candidat à un siège par circonscription électorale.    Ex: R-U, Canada | Un seul candidat à un siège par circonscription électorale, mais le candidat doit avoir la majorité absolue au premier tour.  Ex: France |
| Circonscription Plurinominale | Plusieurs candidats à plusieurs sièges par circonscription.  Ex: USA (élection présidentielle) | Plusieurs candidats à plusieurs sièges par circonscription, majorité relative au second tour si une majorité absolue n’a pas été obtenue au premier tour.  Ex: Belgique avant 1899 |

* Scrutin proportionnel : sièges du parlement répartis en fonction du poids électoral des partis.

Avantage : plus représentatif.

Inconvénient : instable car coalitions pour obtenir une majorité, et peu clair pour les électeurs.

Autres modalités de vote :

ex. nombre maximum de candidats du même sexe, intégration des communautés d’origine étrangère,…

Désignation des parlementaires dépend de la chambre en parlement bicaméral, représentants parfois désignés par leurs pairs (cooptation), ou parti apparenté à un autre parti pour être représenté au Parlement sans avoir les résultats suffisants.

Membres du parlement en plusieurs paliers (ex. Belgique: l’élu d’un parti spécifique ayant reçu le plus grand nombre de voix prête serment comme représentant. Règles de cumul de mandats (ex. Belgique, légal d’être député-bourgmestre mais pas ministre et bourgmestre). Systèmes mixtes, mélange de scrutins majoritaires et proportionnels.

Les acteurs et les organes du parlement :

* Président de l’assemblée : représente l’assemblée élue en dehors du parlement, et en son sein dans certains pays car préside les séances plénières et « mobilise » l’ensemble de l’assemblée. Président doit garantir le bon fonctionnement et l’administration du parlement (requiert expérience et ancienneté politique).
* Bureau du parlement : Administratif 🡪 instance majeure des décisions de budgets, de personnel et de règlements

internes du parlement, organise les travaux, fixe l’agenda et convoque les commissions.

Politique 🡪 souvent le président de la première ou seconde chambre + chefs des groupes parlementaires car endroit de débat politiques.

* Groupes parlementaires ou politiques : élus des différents partis, + chef de groupe qui doit représenter le parti au

cours des instances au sein du parlement et au Bureau.

* Support logistique au fonctionnement parlementaire : Services administratifs (directeur général ou greffier) pour le

bon fonctionnement du parlement –questeurs au gouvernement (parlementaires élus) + service d’études pour préparer leurs initiatives et interventions + services gérant les relations internationales + service de documentation.

* Profil et statut des parlementaires : Immunité parlementaire (ne pas être poursuivi par la justice pendant la durée de

leur mandat). Si impliqué dans un dossier judiciaire, demande de levée de l’immunité au parlement.

Différents types de majorité :

* Simple: obtenir le plus grand nombre de voix exprimées.
* Absolue: le plus grand nombre de voix et pourcentage supérieur d’une voix à 50%.
* Qualifiée: majorité absolue avec seuil supérieur (majorité des 2/3 ou ¾).
* Spéciale (Belgique): lois en matière linguistique 🡪 majorité simple de présence à la chambre + Sénat, majorité simple dans chaque groupe linguistique, et une majorité des 2/3 des votes à la chambre + Sénat.

Fonctions du Parlement :

* Fonction constituante: la tâche première = rédaction et adoption d’une constitution et sa révision.
* Fonction de représentation: la base du système parlementaire = parlementaires représentent le peuple, les électeurs et

la nation. Types de mandats : dévolutif/non-impératif (élu représente l’ensemble de la nation, + de manœuvre) et impératif (défendre les intérêts de sa circonscription électorale). Démocratie représentative 🡪 généralement mandat dévolutif.

* Fonction législative: travail du parlement au quotidien = élaborer, adopter et modifier par le débat des lois pour l’action

du gouvernement (qui élabore +- 80% des lois adoptées).

Projet de loi ≠ proposition de loi : projet de loi = initiative du gouvernement, examiné par le Conseil d’État puis la commission de sa chambre ; proposition de loi = initiative parlementaire, examinée par la commission et facultativement le Conseil d’État.

Cursus d’une loi: 1. Inscription du projet/proposition de loi à l’agenda d’une commission.

2. Travail de la loi en commission (+ ajout d’éventuels amendements).

1. Vote en commission du texte législatif.
2. Compte rendu à l’assemblée parlementaire par le rapporteur de la commission.
3. Débat et la séance plénière (+ ajout d’éventuels amendements).
4. Examen/modification de la loi par la seconde chambre (Sénat).
5. Navettes entre les deux chambres pour créer un accord.
6. Signature et approbation de la loi par le chef de l’état (+ministres) dans certains pays.

* Fonction de contrôle : vote de confiance ou méfiance envers le gouvernement et possibilité d’y mettre un terme.

Séance «Questions-Réponses» : tout élu peut questionner le gouvernement/ministres sur des problèmes survenus dans la société, préoccupations,… Publication dans un bulletin ou annales.

Gouvernement et ministres peuvent être entendus en commissions thématiques ou spéciales.

Contrôle permanent de l’opposition dans ses critiques du gouvernement et ses initiatives.

1. Le gouvernement

Notion de gouvernement et implications

Gouvernement = groupe de ministres exerçant le pouvoir exécutif pour le compte du chef d’État, capacité de produire des arrêtés, des décisions suprêmes plus concrètes ou plus particulières que les lois pour leur mise en œuvre.

=Addition d’acteurs individuels : chef d’État + chef du gouvernement + ministres.

Cabinet = (anglo-saxons) gouvernement.

= (francophones) équipe d’acteurs politiques et administratifs assistant et conseillant le ministre.

Rem : ONG (organisations non gouvernementales) = groupes de pression ≠ organes de gestion politique dans un État.

Concept de gouvernement 🡪 Perspective substantive : Pilotage de l’entité politique en y exerçant du pouvoir, exercice de la souveraineté, du gouvernement suprême à l’intérieur de ses frontières

🡪 Perspective pragmatique : Modes de décision politique et types de politiques publiques (tâches de + en + complexes car technicité des affaires à traiter et interdépendance entre acteurs). Fonctions exécutives politique (décideurs) et administrative (administration et fonctionnaires).

Concept de gouvernance : gestion des intérêts collectifs, valorisant le rôle des acteurs non-étatiques (société civile). Gouvernement (+État) = ici médiateurs chargés d’organiser les interactions entre acteurs, dans un double souci de légitimité et d’efficacité. Trois versions de ses implications :

🡪 Version ultralibérale : Réduire le poids du gouvernement (État minimum, acteurs économiques et sociaux s’autorégulent). !Crainte des lobbies technico-commerciaux sur les choix de société!

🡪 2e version : Gouvernement = médiateur d’un État participatif, développement de nouvelles compétences managériales→ choix de société par ≠ acteurs (publics, économiques, sociaux, citoyens,…). Gouvernance multi-niveaux= pouvoir polycentrique sur plusieurs niveaux de gouvernement à la fois (local/national/international).

🡪 Version technocratique : Gestion technicisée, acteurs construisent ensemble des cadres communs d’actions et de gestion publique. État post-moderne → droit négocié, mou (persuasion), non prescriptif (règle remplacée par standards ou principes) et réflexif. Tendance à l’autorégulation, gouvernement en recherche d’équilibre par instruments de gouvernement/ gouvernance + souci de légitimité et efficacité + gestion des conflits et rapports de force.

Structures de gouvernement

* Verticalité et horizontalité du pouvoir exécutif : régime présidentiel américain et régime de Cabinet.

Hiérarchie de statuts et portefeuilles ministériels (+ prestigieux souvent confiés en coalition aux ministres des partis ayant remporté le + de voix).

Gouvernance→ conception horizontale/polycentrique.

Récemment, accroissement de personnalisation du pouvoir et des pouvoirs du chef d’État ou du gouvernement ; cabinets= intermédiaires entre gouvernement et administration publique (qui acquiert une fonction de conseil-expert, rapproche politique et administratif).

(TABLEAU de hiérarchie pyramidale)

* Typologie des gouvernements : deux critères = Nombre de partis + nombre de sièges par parti au parlement.

🡪Gouvernement de coalition (pluripartite) : Minimum deux partis politiques (après négociations) selon répartition des sièges entre partis au parlement + majorité parlementaire nécessaire au soutien du gouvernement.

Nombre de sièges au parlement : 🡪Base parlementaire majoritaire : Partis contrôlent + de 50% des sièges

🡪Base parlementaire minoritaire : Partis contrôlent – de 50% des sièges

Gouvernement minoritaire/majoritaire

Régime parlementaire → gouvernement lié au parlement : vote de confiance + initiatives gouvernementales votées au parlement.

Régime présidentiel → gouvernement lié au président MAIS les deux ne sont pas autonomes par rapport au parlement.

🡪Gouvernement minoritaire: Sièges du parti au gouvernement < sièges des partis hors-gouvernement

(opposition peut faire tomber le gouvernement par vote de méfiance ou gouvernement reste au pouvoir car soutien de partis extérieurs à lui).

🡪Gouvernement « d’affaires courantes » : > < gouvernement de plein exercice.

🡪Gouvernement bloquant : Quand un petit parti membre du gouvernement se retire en cours de législature.

🡪Gouvernement de «coalition minimale gagnante»: gouvernement à plusieurs partis de petite majorité au

parlement. Besoin de chaque parti de la coalition minimale gagnante pour voter les propositions de loi (pouvoir de blocage de chacun sur ses partenaires).

🡪Gouvernement à majorité en surplus: coalition de plus de partis que nécessaire pour la majorité au parlement.

Acteurs et organes du gouvernement

* Chef de l’État : Monarque ou président élu (in)directement par les citoyens. Pouvoir +– symbolique selon l’État, mais

toujours responsable ultime de l’exécutif, même de façon formelle (ex. Belgique : Roi couvert par le gouvernement). Parfois, chef d’État = véritable chef de l’exécutif (ex. USA, Président entouré d’une administration et de conseillers et pas d’un gouvernement/Premier Ministre) ou rôle législatif (ex. USA droit de veto aux lois votées par le parlement) ou judiciaire par le « droit de grâce ».

* Chef de gouvernement et son équipe ministérielle: En général = véritable chef de l’exécutif car gouvernement sous sa

direction. Dénomination selon les pays (Chancelier en Allemagne, Premier Ministre au R-U, etc.)

🡪Secrétaire d’État: Statut et contenu différent selon les pays → USA : Chargé du portefeuille des affaires étrangères, « bras droit » du Président. Belgique/Canada : Marge de manœuvre moindre que les ministres (leur sont attachés pour problèmes spécifiques ex. lutte contre fraude fiscale, immigration,...)

Belgique→ distinction «Conseil des ministres» (sans secrétaires d’État, max.15 membres= 7fr. + 7ndls + Premier ministre « neutre ») ≠ gouvernement (avec secrétaires d’État le + souvent néerlandophones car démographiquement majoritaires) pour appliquer la parité linguistique dans l’exécutif fédéral.

* Conseil des ministres : Se réunit une fois par semaine, présidé selon le pays par : Président de la République (France),

Premier ministre (Belgique),… Décisions généralement par consensus (tous les ministres endossent collégialement la responsabilité des décisions gouvernementales adoptées).

Premier ministre et Vice-Premiers ministres peuvent composer groupe plus restreint pour préparer des dossiers ou régler un problème urgent et/ou délicat (ex. Belgique : Kern).

* Support logistique au travail ministériel :

🡪Chancellerie= Services administratifs assistant le Premier Ministre: comité de direction + cellule de coordination générale de politique +administration publique + secrétariat(s) +cabinet du Premier Ministre.

🡪Cabinet ministériel pour chaque ministre, variable en nombre de conseillers et fonctionnement selon l’importance du portefeuille du ministre.

Belgique → taille et financement des Cabinets fixés par la loi, importants en coalition car préparation et coordination de la prise de décision par les membres du gouvernement. Membres d’un Cabinet principalement du même parti que celui du ministre + membre d’autre parti de la coalition («belle-mère») + experts recrutés dans la société civile/fonctionnaires «détachés » de l’administration.

* Profil des ministres: Majoritairement hommes +- 50 ans (exception femmes/hommes politiques plus jeunes) en Europe.

Niveau d’étude supérieur à la majorité de la population, filières prestigieuses. Classe sociale plus aisée; émergent de professions libérales et relations en milieu des entreprises/affaires/organisations sociales.

Administration publique et fonction exécutive … administrative

Fonctionnaires (membres de l’administration publique) sous responsabilité d’un ministre de tutelle. Rôle = rendre applicable/appliquer les décisions gouvernementales d’organisation générale des conduites en société.

🡪Fonction exécutive *politique* (responsabilité de décisions par le gouvernement) ≠ Fonction exécutive *administrative* (Administration civile/militaire/ministères/judiciaire).

🡪Pouvoirs publics (gouvernants + administration «publique» = de l’État).

Dès fin 20es., organisation de l’administration publique bouleversée: évolution «bureaucratie» → « nouvelle gestion publique ».

= réforme «Copernic» en Belgique (1999): changements importants de gestion publique.

Pays occidentaux: dès +-1995, développement d’agences administratives étatiques (secteurs environnement/santé/commerce,...).

Guy Peters (auteur) 🡪administration publique désuète. Propose 4 idéaux-types d’exécutif (politique et administratif) selon leur problème central= 1. Gouvernement par le marché (monopole public)

2. Gouvernement participatif (hiérarchie trop centralisatrice)

3. Gouvernement flexible (structure trop rigide)

4. Gouvernement dérégulé (régulation trop présente)

🡪 Gestion différente de la fonction publique/administration/personnel de l’État.

Fonctions du gouvernement

* Fonction d’impulsion des politiques publiques et de leadership :

Tâche principale de l’exécutif = gouverner (décisions importantes pour l’État, responsabilités)

Fonctions du gouvernement :

🡪Création et mise en œuvre des politiques publiques (fonction la plus évidente) : partagée entre gouvernement

et administration (fonction de conseil). Ministres possèdent une « feuille de route » négociée après élections ou en campagne électorale, concrétisée dès le vote de confiance (réformes/mise en place des nouvelles politiques publiques).

🡪Leadership + impulsion des politiques publiques : capacité de convaincre les gouvernés des effets positifs de

la politique même si contexte difficile (lié à la légitimité du gouvernement, influence le lien exécutif/citoyens) + piloter les programmes d’action publique et projets de société. Niveau micro: incarné par un homme (actions entreprises par un chef d’État + son gouvernement).

* Fonction de représentation (symbolique et légitimatrice) :

État et société représentés par les chefs d’État/gouvernement/ministres/secrétaires d’État (intérieur ou extérieur des frontières), symbolisent l’unité nationale → conférences, sommets européens, communiqués de presse,…

Utilité: 🡪 Macro: visibilité internationale de l’État, reconnaissance d’une entité nationale, augmentation de la

légitimité politique → Gouvernement = acteur étatique en soi.

🡪 Micro: crédibilité politique des membres de l’exécutif, visibles comme décideurs nationaux au pouvoir.

Génératrice d’une légitimité: mandataire possède un pouvoir légitime et convainc de son action, la rend légitime. Si résultats à la hauteur des aspirations publiques→ légitimité + leadership ↗, sinon processus de dé-légitimation.

Formulation de politiques publiques doit tenir compte de la réalité (effort technique, répondre aux promesses) et fournir une solution aux problèmes quotidiens + satisfaire psychologiquement (faire accepter à l’opinion publique et l’administration le bien-fondé de la politique.

* Fonction de coordination à l’époque contemporaine :

Coordination au sein du gouvernement → création + mise en œuvre des politiques publiques.

Chef de gouvernement + ministres + secrétaires d’État= noyau dur supervisant l’application des programmes économiques et sociaux par -l’administration publique

-acteurs associés à l’action publique (contexte de gouvernance)

-gouvernement animé par une dimension collégiale (feuille de route)

Logique sectorielle: chaque ministre responsable de son domaine de politiques publiques/portefeuille ministériel

+ fonctionnaires rattachés.

Logique transversale: Coordination de domaines de politiques publiques à concertations inter-départements/

inter-cabinets. Important car dossiers plus complexes, ≠ implications (ex. OGM: ministres de l’Environnement + Santé Publique + Économie + associations environnementales, syndicats agricoles,…

* Leadership de crise : gestion cruciale à double tranchant

Capacités du gouvernement (≠Parlement) 🡪 adaptation rapide des décisions importantes/urgentes. Si crise éclate

(politique intérieure ou internationale) → chef d’État/gouvernement réagit (leadership, rapidité, hiérarchie pyramidale). Gouvernement peut décréter l’état d’urgence.

/!\ leadership→ souligne l’efficacité du gouvernement/ renforce la légitimité si réponse du gouvernement jugée bien fondée MAIS contraire possible si problèmes d’urgence mal réglés.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | PARLEMENT | GOUVERNEMENT |
| DEFINITION | Assemblée de représentants du peuple (+ chef de l’État) qui exerce le pouvoir législatif. | Groupe de ministres exerçant le pouvoir exécutif (=chef d’État + chef du gouvernement + ministres).  Cabinet (fr.)= équipe d’acteurs politiques /administratifs assistant le ministre.  Gouvernance : gestion des intérêts collectifs (rôle des acteurs non-étatiques). Gouvernement/État comme médiateurs des interactions entre acteurs, (souci de légitimité et efficacité). |
| STRUCTURE | * Monocaméral * Bicaméral (gérer les conflits fédéral/ fédéré, ou pouvoir central/ décentralisé): * **Chambre haute** (Sénat) : représente des entités géographiques/sous-étatiques en structure fédérale ou régionale. * **Chambre basse** (chambre des représentants Belgique).   **Commissions parlementaires** :  Séances plénières : réunissent tous les députés, décision collective.   * Commissions structurelles * Commissions spécifiques | * Hiérarchies **verticale** (chef d’État > de gouvernement > ministres) et **horizontale** (type de portefeuille ou Premier > Vice-Premiers > ministres). * 2 critères de typologie = * **nombre de partis/sièges par parti** :   1 parti ou de coalition / base parlementaire majoritaire >50% ou minoritaire <50%.   * **gouvernement minoritaire/majoritaire** :   🡪Gouvernement minoritaire  🡪Gouvernement d’affaires courantes  🡪Gouvernement bloquant  🡪Gouvernement de coalition minimale gagnante  🡪Gouvernement à majorité en surplus |
| SYSTEMES ELECTORAUX | * **Scrutin majoritaire**: victoire du candidat qui a obtenu le plus de voix.   Circonscription uni-/plurinominale, élection à 1 tour / à 2 tours.   * **Scrutin proportionnel**: sièges répartis selon le poids électoral des partis. |  |
| ACTEURS ET ORGANES | * Président de l’assemblée * Groupes parlementaires ou politiques * Support logistique au fonctionnement parlementaire | * Chef de l’État * Chef de gouvernement + son équipe ministérielle * Conseil des ministres * Support logistique au travail ministériel (Chancellerie + Cabinets) |
| FONCTIONS | * **Fonction constituante**: rédaction et adoption/révision d’une constitution. * **Fonction de représentation**:   mandats dévolutif/non-impératif (élu représente l’ensemble de la nation) et impératif (sa circonscription électorale).   * **Fonction législative**: élaborer, adopter et modifier des lois pour l’action du gouvernement. * **Fonction de contrôle**: confiance ou méfiance envers le gouvernement et possibilité d’y mettre un terme. | * **Fonction de création et mise en œuvre des politiques publiques**: entre gouvernement/ administration. «Feuille de route» ministérielle (réformes/mise en place des nouvelles politiques publiques). * **Fonction de leadership/ impulsion des politiques publiques** : convaincre les gouvernés des effets positifs de la politique + piloter les programmes d’action publique et projets de société. * **Fonction de représentation** (symbolique et légitimatrice) : Macro (visibilité internationale de l’État) /micro (visibilité/crédibilité politique des membres de l’exécutif). * **Fonction de coordination à l’époque contemporaine** : Création + mise en œuvre des politiques publiques, supervision de l’application des programmes économiques. Logique sectorielle/transversale. * **Fonction exécutive administrative** (civile/militaire /ministères/judiciaire): appliquer/rendre applicables les décisions d’organisation générales des conduites.   Pouvoirs publics = gouvernants + administration «publique» (de l’État). |

CHAPITRE 9 🡪 LES PARTIS POLITIQUES ET GROUPES D’INFLUENCE

Classification de base des acteurs politiques selon leur rapport au pouvoir

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Type de rapport au pouvoir** | **Catégories d’acteurs** | **Statut juridique** | **Statut organisationnel** |
| **Occupation + décision** | -Parlement  -Gouvernement  -Chef d’État | Public | Institutions |
| **Mise en œuvre (+projet de décision)** | Administration publique | Public | Institutions |
| **Influence + occupation par procuration** | Partis politiques | Privé | Organisations collectives |
| **Influence** | Groupes d’influence | Privé | Organisations collectives |
| **Opinion (+influence)** | Citoyens (individuels) | Privé | Individus + opinion publique |

1. Partis politiques et groupes d’influence : points communs et différences
2. Point commun : organisations collectives d’influence de l’action des pouvoirs publics

2 caractéristiques communes :

- But commun = influencer l’État, peser sur l’orientation de l’action publique/les modes d’organisation sociale.

- Juridiquement, =organisations collectives extérieures à l’État (≠ organes étatiques ex. parlements/gouvernements). Mais leurs membres peuvent occuper à titre individuel une fonction publique (ex. démocratie représentative: parlementaires/ ministres/… viennent de partis). En démocratie libérale, = acteurs politiques privés, organisations intermédiaires entre société civile (sphère privée) et État (sphère politique) pour lesquels ils articulent les attentes individuelles/collectives à l’égard du système politique.

NB : certains partis/groupes d’influence vus comme “vrais” organes du pouvoir, orientent l’action publique → parti qui dirige l’État en régimes à parti unique + en démocraties libérales (parfois partitocratie/néo-corporatisme où syndicats et patronat dictent la politique socio-économique).

1. Différence : gouverner par procuration ou faire pression de l’extérieur sur des thématiques ciblées

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Critère | Parti politique | Groupe d’influence |
| Extériorité / Intériorité | Objectif= occuper le pouvoir par procuration par des représentants exerçant des fonctions décisionnelles au sein de l’État (mais parti reste en dehors de l’État comme collectif). | Objectif= Influencer l’État en demeurant strictement à l’extérieur de  l’État → représentation systémique. |
| Intérêt | Intérêt général: projet de société plus ou moins global, “complet”.  Prise de position dans plus de domaines de la vie sociale. | Intérêt particulier : n’agit que  par rapport à des enjeux spécifiques.  Prise de position dans des domaines ciblés. |

Exceptions :

- Extériorité/intériorité: organisations qui ont tous les traits d’un parti peuvent ne pas présenter de listes de candidats à des élections (selon circonstances) ou organisations qui ont tous les traits de groupes d’influence peuvent en venir à des listes électorales (relation assez proche d’un parti pour présenter leurs membres/dirigeants sur les listes de celui-ci).

- Intérêt général/particulier: “partis spécialisés” prenant position essentiellement sur une thématique particulière ou groupe d’influence balayant beaucoup de domaines sociaux (but explicite de défendre l’intérêt de ses affiliés ou non).

- Approche fonctionnaliste: majorité des fonctions des partis peuvent aussi être remplies par les groupes d’influence (rapports intégrés de groupes d’influence avec un parti politique, sur le modèle du parti indirect).

1. Qu’est-ce qu’un parti politique ?

Max Weber (type instrumental, focus sur les buts des partisans) 🡪 Parti politique = association « reposant sur un engagement (formellement) libre dans le but de procurer à ses chefs le pouvoir au sein d’un groupement et à ses militants actifs des chances- idéales ou matérielles- de poursuivre des buts objectifs (réaliser des revendications liées à des modes d’organisation sociale considérés comme souhaitables), d’obtenir des avantages personnels ou de réaliser les deux ensemble ».

> < Définition de référence d’un parti politique par Palombara et Weiner 🡪 Parti politique = «organisation durable (espérance de vie politique supérieure à celle de ses dirigeants en place), entretenant des rapports réguliers et variés avec l’échelon national; volonté des dirigeants nationaux/locaux d’exercer le pouvoir, seuls ou non (pas simplement influencer); recherche du soutien populaire à travers les élections ou de tout autre manière».

Critères :

1) Composante organisationnelle interne 🡪 -Durabilité organisationnelle: caractère suffisamment collectif/institutionnalisé d’une organisation se présentant comme parti (≠ seule personnalité d’un leader).

-Existence d’un double étage (minimum) organisationnel au sein d’un parti constitué sur base de sections locales coordonnées au sommet avec une coupole fédérative (qualification «nationale» de la coupole ne doit pas être prise au pied de la lettre, ex. Belgique: partis organisés sur base communautaire ≠nationale).

2) Composante gouvernementale ou institutionnelle 🡪 Quête de l’exercice de pouvoir : volonté de participer au gouvernement (≠ juste être représenté au parlement sans prendre ses responsabilités).

3) Composante publique/sociétale 🡪 Quête de soutien populaire : nécessité ou non de présenter des candidats en scrutins électoraux pour qualifier une organisation de parti?

Définition de Seiler 🡪 Parti politique = « organisation visant à mobiliser les individus dans une action collective menée contre d’autres (pareillement mobilisés) afin d’accéder, seuls ou en coalition, à l’exercice des fonctions de gouvernement. Action collective et prétention à conduire les affaires publiques justifiées par une conception particulière de l’intérêt général ».

🡪 Critère supplémentaire à la 2e définition: critère idéel = vision du monde/ organisation sociale/projet de société véhiculés par tout parti et traduits en un programme d’action au nom duquel le parti cherche à capter des voix lors des joutes électorales.

2 questions : 1) Inclure le critère idéel dans la définition d’un parti ?

Non : idées défendues par un même parti variables dans le temps - définition réaliste

Oui : plupart des partis cherchent à s’identifier à des éléments idéels, jusque dans leur appellation même.

2) Si oui, faut-il exiger un point de vue suffisamment global sur le monde pour qu’une organisation soit reconnue comme parti?

Oui : exiger un large éventail de thématiques liées à l’organisation sociale par les partis, “multi-issues”→ partis homogènes.

Non : n’exige pas un certain degré de généralité dans les idées promues par les partis, “one single issue”→ partis spécialisés.

1. Fonctions des partis politiques
2. Fonctions manifestes et latentes des partis : l’apport de Robert Merton

Robert Merton 🡪 approche fonctionnaliste à propos des sections locales de partis politiques, implantées dans de grandes agglomérations urbaines = « machines politiques ».

« Machines politiques » (Robert Merton) = organisations conçues pour gagner les élections en mobilisant des clientèles dans le cadre de relations personnelles. Ne cherchent pas l’électorat en fonction de leurs intérêts/idéologie (liens de représentation programmatique ou charismatique) mais sur la distribution d’incitations matérielles (lien de représentation clientélaire)”. A la tête de la machine se trouve le boss (chef du parti) qui contrôle le processus de nomination et a autorité sur les lieutenants au niveau des différents quartiers.

« Fonctions sociales » (G. Lavau) = contributions que les acteurs apportent, par leurs actes, aux exigences fonctionnelles nécessaires à la survie/adaptation des systèmes auxquels ils sont reliés.

Merton a distingué :

- fonctions manifestes: contribuent aux buts du système de façon voulue par les acteurs par leur activité immédiate.

- fonctions latentes : non voulues (voire inaperçues) et non-immédiates par les responsables des partis mais contribuent à l’ajustement et la perpétuation du système.

Travaux de Merton 🡪 partis = vecteurs d’ascension sociale (carrière au sein du parti) + cadres de socialisation susceptibles de procurer du sens (positif) à) l’existence.

1. Fonctions des partis politiques

Typologie classique des fonctions des partis (P.Merkl) :

1) Recrutement et sélection du personnel de gouvernement

2) Programmation des activités du gouvernement

3) Exercice et contrôle du gouvernement

4) Agrégation et satisfaction des demandes sociales + production d’un univers de sens (idéologie)

5) Socialisation politique

6) Mobilisation de soutiens au système politique ou formation d’une “contre-société”

= analyse fonctionnaliste → permet de saisir des différences entre partis dans la façon dont ils remplissent ou non les fonctions sociales qui leur sont attribuées.

Fonction de recrutement et de sélection du personnel gouvernemental

But= donner des bras et des têtes au système politique :

- parlementaires: par listes et campagnes électorales menées pour « faire passer » les candidats de parti.

- ministres: par proposition de candidats aux fonctions ministérielles par le parti majoritaire au parlement, auprès du chef de gouvernement/d’État (émanant lui-même d’un parti)

-(hauts) fonctionnaires: (ex. Belgique) « nomination politique » en administration publique (partis organisent la relève politique en évitant qu’il n’y ait plus assez de personnel qualifié pour faire tourner le système politique).

Fonction gouvernementale ou d’encadrement

But = faire tourner le système politique :

Partis doivent coordonner l’action de leurs différents représentants (pas qu’exercer leurs fonctions gouvernementales).

Un parti contrôle les actions de ses représentants dans le système politique et assure une cohérence d’ensemble.

Fonction programmatique

But = orienter la marche du système, feuille de route :

- sous-fonction idéologique : définir un ensemble de grandes fins à l’action du système

- sous-fonction programmatique : définir un programme d’action précis et concret

Fonction de structuration des suffrages

But= canaliser les votes des citoyens en faveur de leurs représentants qui (pour une part) constitueront le gouvernement :

S’appuie sur la fonction de sélection (candidats choisis au préalable par les partis) + fonction programmatique (candidats se présentent en défendant certaines grandes finalités sociétales et éléments programmatiques précis).

Fonction d’agrégation des intérêts

(+ fonction d’articulation des intérêts) But = capter les différentes demandes sociales (selon les affinités du parti) et les articuler dans des discours prescriptifs généraux + programmes d’action publique précis.

S’exerce de manière continue, et pas seulement en période électorale.

Fonction de communication

But= rendre compte aux citoyens de la manière dont tourne le système, en donnant du sens à ses productions. Relie :

- fonction d’agrégation des intérêts (donner du sens à l’action du parti et la manière dont il agrège certains intérêts)

- fonction programmatique (donner du sens aux programmes et principes qu’il défend)

- fonction de recrutement/sélection (donner du sens à la sélection des candidats pour les postes gouvernementaux)

Fonction de socialisation politique (fonction latente)

But = rapprocher le système politique de son environnement social :

- sous-fonction d’éducation politique : en familiarisant les citoyens et adhérents des partis aux institutions politiques.

- en offrant aux citoyens des perspectives de carrière politique (possibilités de « s’approprier le système »).

Fonction de légitimation (fonction latente - induite par le fait que les partis se conforment aux rouages du système)

But = donner du sens au système politique en tant que tel (plus ses produits comme en fonction de communication), le rapprocher de son environnement social en justifiant sa raison d’être et son mode de fonctionnement.

Fonction tribunitienne (fonction latente spécifique –G. Lavau)

Système tolère en son sein des partis anti-système, leur permettant d’exprimer publiquement la frustration de groupes sociaux se sentant “exclus du système”. Les pousse là à se prêter au jeu institutions politiques (élections, représentants au parlement -même si rejeté par les autres partis) et donc en neutralise le potentiel subversif, réduit le radicalisme (pour autant que le parti anti-système ne conquiert pas une position de force, ex. régime nazi).

4. Organisation des partis

1. Morphologie des partis

Composantes organisationnelles internes principales :

* Textes doctrinaux de références : chartres, manifestes
* Textes juridiques organisant la vie du parti : statut juridique (association de fait ou de droit) + statuts internes (organes de décision/compétences/fréquence et mode de convocation,…)
* Organigramme découlant des statuts+ rapport à leur fonctionnement effectif+ unités administratives non-décisionnelles,...
* Composants humains : nombre d’adhérents/élus/…
* Comptabilité

1. Niveaux organisationnels de nature géographique

Articulation géographique → niveau le + bas= souvent la plus petite collectivité (ex. B. commune), le + élevé (central)= national (communautaire en B). Partis européens/internationales de partis (niveaux continentaux et mondiaux) → coordination entre organisations centrales. Entre central et local = collectivités locales infra-étatiques (ex. B. provinces)/circonscriptions électorales.

|  |  |
| --- | --- |
| **Niveaux géographiques** | **Unités organisationnelles** |
| Mondial | Internationale socialiste |
| Continental | Parti socialiste européen (PSE) |
| Central | PS |
| Intermédiaire | Fédérations régionales |
| Base | Unions socialistes communales |

1. Niveaux organisationnels de nature fonctionnelle

Chaque niveau organisationnel géographique s’organise de manière fonctionnelle. Niveau de base (assemblée générale/congrès), supérieur (présidence/secrétariat général) + intermédiaires (conseils/bureaux/comités). Trois critères :

* Taille : plus on se rapproche du sommet, moins le nombre de membres est élevé.
* Rythme de mobilisation : plus on se rapproche du sommet, plus la fréquence des activités est élevée.
* Pouvoirs de décisions : en pratique : + les organes fonctionnels se rapprochent du sommet, + ils ont de pouvoirs d’engager le parti au quotidien. États→ «vrai» pouvoir souvent géré par l’exécutif à l’échelle géographique du parti (taille ↘/fréquence ↗).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Organe** | **Taille** | **Fréquence** |
| **Niveau inférieur** | Congrès | 2217 | 1x/5 ans |
| **Niveau intermédiaire inférieur** | Comité central | 204 | 1x/ an |
| **Niveau intermédiaire supérieur 1** | Bureau politique | 25 | Variable : de 1x/ 6m à 1x/m |
| **Niveau intermédiaire supérieur 2** | Comité permanent du Bureau politique | 7 | 1x/sem ou 2sem |
| **Niveau supérieur** | Secrétaire général | 1 | Quotidien |

1. Pouvoir au sein des partis : démocratie interne, oligarchie, stratarchie

Étude des organigrammes de partis pour en dégager la morphologie (nombre de niveaux géographiques/fonctionnels, compétences, composition,…).

1. Tendance générale à l’oligarchie :

Oligarchie → développement et renforcement du pouvoir d’une seule « classe dirigeante » au sein d’un même parti.

Ostrogorski: «si confondue avec le parti, organisation permanente de moyen → fin à laquelle on finit par tout subordonner: principes, convictions personnelles, commandements de la morale publique/privée. »  
Michels: organisation→ division de tout parti en minorité dirigeante > < majorité dirigée→ oligarchie (loi d’airain de l’oligarchie).

1. Stratarchie plus qu’oligarchie?:

Stratarchie → développement et renforcement des pouvoirs de plusieurs «classes dirigeantes» au sein d’un même parti.Stratarchie voit les partis comme organisations structurées autour de niveaux géographiques +- autonomes, susceptibles d’avoir chacun à leur tête une « classe dirigeante » relativement indépendante.

1. Mesure de la démocratie interne des partis :

Grille de comparaison des indicateurs de démocratie interne (Kenneth Janda) :

* Nationalisation des structures du parti (compétences et rapport entre niveaux géographiques)
* Sélection du chef
* Sélection des candidats
* Attribution des ressources financières (qui décide de la répartition des richesses?)
* Formulation des politiques (qui décide du programme/participation du parti ?)
* Contrôle des communications internes du parti
* Maintien de la discipline au sein du parti
* Caractère limité ou non du leadership/de la « classe dirigeante »

William Wright a proposé de distinguer deux idéaux-types de partis :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Parti efficace-rationnel** | **Parti démocratique** |
| **Polarité organisationnelle** | Efficacité | Démocratie interne |
| **Participation** | Faible | Forte |
| **Activités** | Irrégulières | Continues |
| **Fonctions** | Électorales | Idéologiques |

Même les partis d’exercice du pouvoir plus participatif au départ évoluent vers une plus grande concentration du pouvoir d’action du parti dans les mains d’une minorité de responsables (surtout si succès électoral), se distancient de l’idéal-type.

3. Grands types organisationnels de partis

1. Partis de cadres et parti de masse (Maurice Duverger)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critères** | **Partis de cadres (démocratie représentative réduite, du parlement)** | **Partis de masse (démocratie de masse, des partis)** |
| **Contexte de naissance** | Suffrage censitaire | Universalisation du suffrage |
| **Origine** | Parlementaire | Extra-parlementaire |
| **Nombre d’adhérents** | Faible | Élevé |
| **Coordination/discipline des élus** | Faible | Élevée |
| **Mobilisation organisationnelle** | Électorale | Continue |
| **Attractivité/puissance** | Notoriété individuelle des membres | Masse de membres représentative de collectifs sociaux préétablis |
| **Identité idéologique** | Faible : machine électorale | Forte : projet de société |
| **Identité sociologique** | Association volontaire d’individus | Parti-communauté |
| **Organisation** | Décentralisée/ponctuelle : comités électoraux | Centralisée/continue : sections de parti |
| **Types de partis présents** | Libéraux, conservateurs | Ouvriers, socialistes, communistes |

**Parti indirect** = sous-type de celui de masse, basé sur l’adhésion individuelle indirecte = adhésion à une organisation sociale → adhésion au parti auquel elle se rattache (ex. avant, parti indirect socialiste > POB).  
Certains partis sont au début de cadres puis deviennent de masse, l’inverse est très rare (évolution vers les partis de masse).

2. Parti attrape-tout

Démocratie du public (≠ du parlement -cadres ≠ des partis -masse). Cohérence idéologique↘ pour toucher un public plus large.  
Kirchheimer: parti qui a abandonné les tentatives d’encadrement moral/intellectuel des masses (donc déjà institué sur une démocratie de masse ≠ parti de cadres), réorienté sur la scène électorale pour maximiser les suffrages 🡪 3 traits : importance du pragmatisme (≠ idéologie) + personnalité du leader plus importante que son programme + confiance donnée sur le bilan (≠programme proposé). Public cible ≠ unique (conquête d’un maximum d’adhérents possible).

1. Parti-cartel

Entente entre partis « concurrents » pour l’accès au pouvoir, maximiser les gains électoraux au détriment de petits partis→ conséquence: limitation de la compétition électorale (peu de nouveaux partis + création de partis anti-cartel). Apparu lors du déclin du militantisme, changement du paysage électoral. Professionnalisation des partis (politique = vrai métier), volonté de monopoliser le pouvoir → création de cartels, alliances. But = se répartir des ressources étatiques.

1. Financement des partis (B. 1989)

Besoin de réguler le financement « sauvage » des partis : par publicité obligatoire des dons, restriction des dons de personnes morales(ONG/entreprises,…), publication des comptes annuels (normes précises), sanctions en cas de non-respect des règles,... Aujourd’hui en B., plus de 80% du financement économique des partis est d’origine publique (direct et indirect).  
Financement direct= dotation accordée (niveau fédéral et communautaire) directement aux partis à seuils variables de représentation à l’assemblée législative.  
Financement indirect= subventionnement d’activités des groupes politiques et partis, reconnues comme d’utilité publique + rétrocession d’une partie des rémunérations et indemnités perçues par les représentants d’un parti dans les organes publics

* Ententes entre partis politiques → autonomisation des partis par rapport à la société civile + intégration complète à l’État (partis = agents/représentants de l’État plus que de groupes sociaux, protection réciproque).

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Caractéristiques** | **Parti de cadres** | **Parti de masse** | **Parti attrape-tout** | **Parti-cartel** |
| **Période** | 19°S | 1880-1960 | 1945 | 1970 |
| **Contexte** | Suffrage restreint | Suffrage de masse | Suffrage de masse | Suffrage de masse |
| **Distribution des ressources** | Très réduite | Relativement concentrée | Moins concentrée | Relativement diffuse |
| **Enjeux politiques** | Distribution de privilèges | Grandes réformes sociales ou refus | Amélioration des conditions sociales | Professionnalisation de la vie politique |
| **Fondements de la compétition interpartis** | Statut sociaux à la naissance | Représentation collective | Efficacité politique | Managériale et efficience |
| **Modèles de la compétition électorale** | Débrouille | Mobilisation | Compétition aiguë | Compétition retenue |
| **Ressources de campagne électorales** |  | Intensives en travail | Intensives en travail et capital | Intensives en capital |
| **Sources de financement** | Contacts personnels | Cotisations et dons | Sources privées | Subventions publiques |
| **Relations dirigeants/membres** | Le dirigeant est membre ordinaire | Bottom up (dirigeant redevable des membres ordinaires) | Top Down (Membres ord.= faire-valoir pour les leaders) | Rapport plébiscitaire dans contexte de stratarchie |
| **Membership** | Réduit et élitaire | Large et homogène | Ouvert à tous | Accent sur l’individuel et pas collectif |
| **Canaux de communication** | Réseaux interpersonnels | Canaux partisans | Compétition pour accès aux canaux | Accès privilégié aux canaux régulés par l’État |
| **Liaison société/État** | Frontières floues | Nouveau segment a des droits polit. | Courtier concurrent société/Etat | Partis de l’État |
| **Figure du représentant** | Exécuteur testamentaire | Délégué | Entrepreneur | Agent de l’État |

5. Adhérents des partis

1. Catégorisation des ressources humaines et des adhérents des partis

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rapport au parti** | **Catégories** | **Nature du soutien** |
| **Externe – Non Membre** | Électeur | Vote pour le parti |
| Sympathisant | Exprime des opinions favorables au parti |
| **Interne – Membre** | Simple membre | Cotise mais ne participe pas |
| Cadre de base | Participe au fonctionnement du parti sans responsabilités |
| Cadre intermédiaire | Responsabilité de niveau inférieur |
| Cadre dirigeant | Responsabilité de niveau supérieur |

Katz et Mair : *Party in public office* (composante gouvernementale → représentants du parti en institutions politiques)

*Party in central office* (composante organisationnelle interne →responsables internes, permanents du parti)

*Party on the ground* (composante publique/sociétale → membres et sympathisants du parti)

1. Adhésion partisane : modes de calcul et évolution

Nombre absolu d’adhérents

Taux de pénétration 🡪 nombre d’affiliés d’un parti/nombre total d’électeurs  
Taux d’adhésion 🡪nombre d’affiliés d’un parti/nombre d’électeurs votant pour ce parti

Diminution croissante du taux d’adhésion partisane, de – en – d’adhérents par parti (surtout partis à la base de partis de masse), mais les partis héritiers (ex. cdH, PS) restent «grands», et partis récents restent petits. Dissociation poids électoral/adhérents.

1. Profil des adhérents des partis

Profils d’adhérents relativement différents selon les partis. Pilarisation pèse encore beaucoup sur les adhérents des grand partis en Belgique (piliers= groupes sociaux, réunis au sommet du temple par les élites politiques), vote selon la classe. + on se rapproche des catégories d’adhérents du sommet d’un parti, + il y a de diplômés de l’enseignement supérieur.

1. Idées des partis

Approches doctrinales 🡪 idées propres du parti (exprimées dans des discours formalisés dans des textes écrits ou prononcés par des porte-parole au nom du parti + idées que le parti contribue à faire passer par ses actes (vote de ses parlementaires, approbation d’un texte/arrêté ou projet de loi,…). Comparaison des partis sur l’axe gauche/droite : unidimensionnel (enjeux socio-économiques : production/distribution des richesses) ou multidimensionnel/intégré (questions socio-culturelles/éthique). Gauche= économie « illibérale» (prône l’intervention de l’État) et position socio-culturelle libérale (non-intervention de l’État).

Droite= économie libérale/répressive (-tolérante). Partis wallons: ECOLO–PS–cdH–MR (mais tous à gauche // international).

1. Systèmes de partis
2. Qu’est-ce qu’un système de partis ?

Système de partis = système d’interactions résultant de la compétition entre partis. Partis en relation les uns avec les autres, et chacun est une fonction des autres (réagit, sur un mode compétitif ou autrement, aux autres partis). Structures stables dans le temps ayant pour objet la compétition pour le gouvernement. Système partisan ne porte pas sur la compétition électorale même mais sur sa traduction dans la distribution des sièges au parlement et ses effets sur l’accès aux fonctions gouvernementales.

1. Types de systèmes de partis et leurs critères fondateurs

Typologie de Duverger 🡪 Parti unique (ne peut pas former un système), bipartisan ou multi partisan → partis au parlement.  
Typologie de Sartori 🡪 Multipartisme modéré (3 à 5 partis pertinents) ou multipartisme extrême/fragmenté (6+).

Parti pertinent = parti pouvant survivre hors coalition (critère qualitatif en plus du quantitatif).

Typologie de Blondel 🡪Bipartisme parfait (90% des suffrages pour les 2 plus grands partis), bipartisme imparfait (75-90% +

parti-pivot), multipartisme à parti dominant (min.75% pour 1+2e; 1e min.40% et double des voix des autres partis) ou multipartisme intégral/pur/égalisé (pas de parti dominant, ex. B)

**Typologie des systèmes de partis appliquée en Belgique :**  
Bipartisme pur (1830-1893)  
Multipartisme modéré (1893-1945)  
Bipartisme imparfait (1945-1965)  
Multipartisme extrême (1965-…)

1. Groupes d’influence : définition

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Groupe d’influence** | **Parti politique** |
| **Volonté d’exercer du pouvoir** | Seulement de l’extérieur | De l’intérieur (représentants) |
| **Thématiques** | Positions plus restreintes | *Multi-issues* |
| **Hétérogénéité** | Très étendue (acteurs très divers) | Peu étendue |

Science et influence → *Think Tanks* = Organisations juridiquement indépendantes impliquées dans la recherche sur un large spectre d’intérêts. Volonté de disséminer la recherche autant que possible pour influencer le processus de formation de politiques publiques. Œuvrent pour une idéologie, peuvent se rapprocher de partis/groupes d’influence.

1. Groupes d’influence, groupes de pression et lobbies

Ce qui fait d’un groupe quelconque un groupe d’influence = pression imposée en vue d’orienter l’action publique, peu importent les valeurs/objectif/intérêts idéologiques.

J. Meynaud : **lobby** (« syn. » groupe d’influence) → type de groupe d’influence dont la pression sur l’action publique s’exerce principalement de façon discrète, «couloir dans l’intimité des salons de pouvoir» (lobbying = action d’influence discrète).

Si en rapport avec la mise à l’agenda, lobby = action corporatiste silencieuse.

1. Groupe d’influence et groupe d’intérêt

Notion plus large groupe d’intérêt > groupe d’influence > lobby.

A. Bentley : « seuls les groupes comptent (+ que les institutions/acteurs), tous les phénomènes de gouvernement= phénomènes de groupes faisant pression les uns sur les autres, (se) formant sur les autres, créant de nouveaux groupes/représentants ».  
**Groupe d’intérêt** = tout groupe social constitué autour d’un intérêt partagé. Intérêt d’ordre matériel (↗ salaire), axiologique (dépénalisation de l’avortement), mélange des 2. /!\ Peut être mobilisé ou latent, pas nécessairement revendicatif (≠ influence).

**Groupe d’intérêt latent > < manifeste**

Groupe d’intérêt latent/passif = groupe formé par des personnes ayant en commun une caractéristique sociale/attitude commune (ex. salariés) ≠ groupe d’intérêt manifeste/actif= groupe qui se mobilise au nom d’un intérêt (ex. syndicat).

1. Groupe d’influence, organisation d’influence et mouvement social

P. Braud: « Groupe d’influence= toute *organisation* constituée cherchant à influencer le pouvoir politique en un sens favorable aux insatisfactions sociales qu’elle prend en charge ». Mais cette définition s’applique à l’*organisation* d’influence (≠ groupe) !  
Mouvement social = ensemble d’actions collectives d’une certaine ampleur destinées à peser sur l’orientation du développement de société → peut être considéré comme groupe d’influence ≠ organisation d’influence.  
Alain Touraine : groupe social doit prendre conscience de son existence (principe d’identité), combatte un ennemi (principe d’opposition) et tende à engendrer un ordre social alternatif (principe de totalité).

1. Typologies des groupes d’influence
2. Typologies à critère unique *(nature du groupe)*
3. Groupes d’influence privés et publics

La plupart des groupes d’influence sont constitués d’acteurs privés. Mais ils peuvent également être composés d’acteurs (individuels ou collectifs) publics → constitués entre organismes publics pour influencer l’action d’autres organismes publics.

1. Groupes d’influence « non profit » et « for profit » (privés)

«For profit» 🡪 organisations du secteur marchand, but = dégager des profits pour rémunérer leurs propriétaires/actionnaires.   
«Non profit» 🡪 organisations du secteur non marchand, sans objectif de profitabilité (surplus de revenus générés réinvestis en

leur propre sein ou dans d’autres organisations), ex. Greenpeace/Amnesty (privés à intérêt public).

Position des ASBL → «non profit» (point de vue comptable) mais l’objet reste en lien avec le profit, donc parfois «for profit».

Organisations de lobby → «for profit» (point de vue comptable) mais peuvent aussi vendre leurs services à des « non profit ».

1. Groupes d’influence catégoriels et promotionnels

Catégoriels **(**identitaires/sectoriels) 🡪agissent au nom d’un groupe social basé sur des caractéristiques sociales (≠attitudes).

Assimilés à des groupes d’intérêt privé (= servant des intérêts matériels particuliers).

Promotionnels (de cause)🡪agissent exclusivement au nom d’idéaux.Assimilés à des groupes d’*intérêt* (≠statut) public (=se

mobilisant pour des intérêts éthiques/biens communs profitables à toute la société ou grande part).

Notions relatives! Selon le point de vue, intérêts «de tous» servent aussi à des particuliers → critère à titre principal ≠ exclusif.

Critère utile pour l’étude des motivations à s’affilier à une organisation d’influence → Paradigme d’Olson : avantage d’un groupe social défendu par un groupe d’intérêt de toute façon acquis par ses membres, donc pas d’intérêt à se mobiliser (free rider)→ nécessité pour les groupes d’influence de proposer des incitations matérielles sélectives aux affiliés mobilisés.

1. Typologies multicritères *(modes d’organisation interne des groupes)*
2. Groupes d’influence de professionnels, de membres ou de masse

🡪 nature et ampleur des soutiens mobilisés dans la société

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (Selon M. Hayes) | **Groupes de professionnels** | **Groupe de membres** | **Groupes de masse** |
| **Organisation interne** | Centralisée  (petit noyau de permanents professionnels) | Décentralisée  (sections locales/régionales) | Centralisée  (petit noyau de permanents professionnels) |
| **Pouvoir interne** | Concentré  (mains des permanents) | Diffusé  (*bottom up*) | Concentré  (mains des permanents) |
| **Adhésion** | Faible | Forte/massive | Forte/massive |
| **Soutiens financiers** | Diversifiés | Surtout membres | Surtout membres |

1. Ressources et répertoires d’action des groupes d’influence

🡪 nature et ampleur des modes d’action/moyens de pression vis-à-vis de l’État/des pouvoirs publics

Ressources *stricto sensu*🡪 rendant possible la production des activités de pression sans toujours assurer leur efficacité

(moyens financiers/profil des ressources humaines/…).

Ressources *lato sensu*🡪 ressorts d’influence, déclencheurs de l’efficacité des actions de pression (représentativité/expertise/...).

1. Modèles étatiste, pluraliste et néo-corporatiste de rapports État-groupes d’influence

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Rôle des pouvoirs publics** | **Groupes d’intérêt** | **Répertoires d’action dominants** | **Ressources disponibles** | **Politiques publiques « typiques »** |
| **Étatiste** | État dirigiste | Faibles (fragmentés, peu organisés, en concurrence) | Conflit, mobilisation sociale | Mobilisation, relais médias | Distributives dirigistes |
| Action informelle, collusion, clientélisme | Ressources financières élevées, réseaux d’anciens | Allocation des ressources, marché public |
| **Pluraliste** | État régulateur | Moyens (haut degré de professionnalisation, forte concurrence) | Lobbying et expertise | Expertise, savoir-faire et ressources financières élevées | Réglementaires, agences indépendantes |
| **Néo-corporatiste** | État-médiateur | Forts (très organisées/hiérarchisés, monopole de représentation) | *Policy makers* : Négociation des politiques publiques | Pouvoir de mobilisation, représentativité | Distributives |
| *Policy takers* (organisations qui subissent l’ordre politique) | Savoir-faire, efficacité | Réglementaires “sectorielles” |

Modèle pluraliste 🡪 pression sur un État bienveillant: ne revendique pas l’indépendance d’action de ses représentants (≠

modèle étatiste) mais maintient l’action des groupes d’influence vers ses institutions politiques. Atténuation de la puissance du groupe d’influence par l’État (diversité des groupes sociaux →actions ≠).

Capacité d’arbitrage des représentants politiques entre les pressions diverses.

Modèle néo-corporatiste 🡪 Modes de consultation/concertation avec les groupes d’influence au sein de l’État (partenaires de

l’action publique). Représentés comme tels au sein de l’État, en organismes publics,… Ont leur mot à dire dans le cadrage de la politique sectorielle (*policy maker*) ou sont associés aux modalités de mise en œuvre (*policy takers*). État = « victime » consentante (mais reste décideur).

|  |  |
| --- | --- |
| **Pluralisme** | **Néo-corporatisme** |
| * Nombre non spécifique de catégories * Multiples, volontaires, en compétition * Non organisées hiérarchiquement, s’autodéterminent. * Non autorisées ou reconnues par l’État et n’exercent pas le monopole de l’activité à l’intérieur de leurs catégories respectives. | * Nombre limité de catégories * Uniques, obligatoires, non compétitives * Organisées hiérarchiquement, différenciées fonctionnellement. * Reconnues ou autorisées par l’État qui leur concède le monopole de la représentation à l’intérieur de leurs catégories respectives. |

Modèle étatiste 🡪 Branches protestataire + collusive :

Modèle protestataire : manifestations/grèves = clés du blocage de toute politique indésirable pour saboter les mesures

gouvernementales. Mobilisation réactive sur le mode du refus plutôt que de proposition «constructive», peu d’espoir de succès mais expression d’une opposition symbolique.

Modèle collusif : frontière poreuse entre l’État et certains groupes d’influence. Voies informelles, discrètes, réseaux

interpersonnels/clientélistes.

1. Quelques pays 🡪 Modèle pluraliste : USA, R-U (moindre mesure).

Modèle néo-corporatiste : Autriche (surtout), Allemagne, Belgique (Suède, Pays-Bas).

Modèle étatiste : France, Japon, Italie, Espagne.

/!\ modèles prédominants mais pas exclusifs.

CHAPITRE 10 🡪 LES CITOYENS

1. Définition

Citoyenneté = lien entre l'individu et la collectivité : entre volonté/engagement/espoir et mouvement social/dynamique collective/

projet de société. Lien entre autonomie individuelle et autonomie collective en société (C. Castoriadis).

Autonomie = capacité de se donner soi-même et en connaissance de cause ses propres lois.

• Individu autonome tente d'organiser lui-même en rapport lucide et libre le sens qu'il donne à son existence.

• Société autonome tente d'instituer par la loi sa propre organisation, assumer avec sens et créativité le monde dans lequel on veut vivre. Sens d'une auto-institution de la société.

→ Il faut des individus autonomes pour construire une société autonome.

Citoyen (notion différente d'un pays à l'autre selon contextes/enjeux politiques/époque)=

• engagement personnel d'un individu vis-à-vis d'une cause/enjeu de société (ex. militants)

• statut légal au sein d'une communauté nationale

• toutes sortes d'usages visant à justifier/légitimer un projet/décision politique (*perspective citoyenne* =engagement actif)

En démocratie représentative contemporaine : notion de citoyen = tant les droits de l’individu d’une communauté politique que les devoirs imposés par cette appartenance.

Citoyen= membre d'une communauté politique, acteur dans l'organisation pratique de la cité (vote/éligibilité/accès à l'administration/liberté d'expression/…). Droits/devoirs : voter, se porter candidat sur une liste électorale, constituer une ASBL, déposer une plainte contre une institution publique, signer une pétition/participer à une manifestation,…

Société civile (> < monde politique) = citoyens de la communauté, en théorie, autonomes/indépendants vis-à-vis des élus.

Société civile «organisée»→ instances politiques et publiques pour les citoyens regroupés dans des associations indépendantes.

1. Citoyenneté et nationalité

Citoyenneté ≠ nationalité, existent :

• Individus qui possèdent une nationalité sans bénéficier de tous les droits octroyés par la citoyenneté (ex. mineurs)

• Individus qui possèdent une citoyenneté non liée à la nationalité du pays de résidence → citoyenneté supranationale (ex. citoyenneté européenne, définie et garantie par les traités européens) en plus de la citoyenneté nationale.

2. Citoyenneté et régimes politiques

Citoyenneté et idée «d'éducation à la citoyenneté» souvent associées à la démocratie, mais pas systématique! :

• Nombreux régimes autoritaires octroient une citoyenneté à leur population.

• Exercices de la citoyenneté et de la démocratie → question d'autonomie de l'individu/la collectivité dans la capacité de faire des choix pour la «cité» en connaissance de cause. Existence de droits des citoyens (citoyenneté) ne garantit pas le recours à leur usage, ni la mobilisation des droits pour une plus grande «démocratisation» de la société.

* Usage des droits par les individus → progrès ou régression du développement de la collectivité. Droits et devoirs de la citoyenneté = donc nécessaires mais insuffisants pour garantir la politique démocratique/pluralisme non négociable.

• Rôle déterminant de l'appartenance sociale, détention de ressources sociales/économiques/culturelles et éducation sur le comportement politique et l'engagement citoyen.

1. Citoyenneté et participation

Notion de participation → - problématique de la démocratie

- modalités d'actions citoyennes

/!\ Participation conventionnelle ≠ non-conventionnelle: • conventionnelle: toute activité liée au processus électoral.

• non-conventionnelle: formes de mobilisation citoyenne qui peuvent être davantage protestataires.

Modes de participation: • Extra-institutionnels: procédures de participation non institutionnalisées (libre expression d'une opinion publique/lobbying)→ pouvoirs publics ≠ initiateurs (dépendent de mobilisations citoyennes).

• Institutionnels: liés aux démocraties électorale et consultative/délibérative → procédures précises de participation définies dans des textes légaux par les pouvoirs publics.

• Mode de participation à mi-chemin: ex. pétitions: a priori non institutionnalisées (initiatives hors pouvoirs publics), mais prise en compte des revendications par des organes publics → possible règlement juridique précisant les conditions/effets de la pétition (pas purement extra-institutionnel).

1. Démocratie représentative

Citoyenneté=

- ensemble de droits permettant au citoyen d'être l'acteur averti et lucide de l'organisation politique et légale de la société.

- ensemble d'obligations imposant au citoyen d'être légalement un sujet éclairé et consentant sous tutelle de l'État et de la loi.

Mélange de participation et assujettissement varie selon le régime démocratique et la situation historique :

Démocratie athénienne: individus aux droits/devoirs substantiels, individus sans droits politiques et individus aux droits extrêmement limités côtoient une même société. 19e: suffrages censitaire, capacitaire et plural → mélange participation/ assujettissement aussi inégal d'une catégorie de population à l’autre :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Suffrage censitaire | Suffrage capacitaire | Vote plural |
| Droit de vote/éligibilité conditionné par le dépassement d'un seuil d'imposition fiscale au citoyen.  Principe = limiter les droits politiques aux individus capables de financer l'organisation politique de la société (justice distributive) ou octroyer le pouvoir politique à la bourgeoisie capitaliste en écartant le prolétariat (analyse marxiste). | Droit de vote/éligibilité conditionné par la possession de titres/exercice de fonctions particuliers.  Principe = limiter les droits politiques aux individus capables (par leur éducation/fonction) de participer intelligemment et en connaissance de cause à l’organisation politique de la société. | Basé également sur la propriété/statut social/niveau d'éducation/taux d'imposition. Mêmes objectifs mais en attribuant à certains électeurs plusieurs voix lors d'un même scrutin (plus forte représentation). |

→ Citoyenneté restrictive (présente dans beaucoup de régimes politiques contemporains).

1. Démocratie participative (complément à la démocratie représentative)

Lien entre participation et citoyenneté → ensemble de conceptions et pratiques liées à la démocratie (surtout participative).

Démocratie participative → modalité d'intervention directe des citoyens en processus décision publique = démocratie directe.

Aussi une réponse au déficit démocratique en régime représentatif, et à la contestation des «pouvoirs» et leur légitimité (pouvoirs politiques à échelle régionale/nationale/supranationale, ou économiques, financiers, voire scientifiques/techniques/technocratiques).

Deux versions de la démocratie participative : délibérative et populiste

• Délibérative : Intérêt général défini par l'ensemble des citoyens, assemblées régulières pour délibérer des cadres généraux

de fonctionnement de la société et dégager une volonté générale (≠ élites).

• Populiste : Intérêt général défini par l'ensemble des citoyens, mais dans le bon sens de la majorité (rendre la parole au peuple

sans exiger que celui-ci délibère collectivement) → dégager l'opinion du peuple par voix individuelles, et y assimiler l'intérêt général.

En démocratie participative, dispositifs au-delà du droit de vote ou au sein d'un parti politique permettant aux citoyens de se réapproprier les politiques et l’espace publics. Exprime l'importance d'associer plusieurs acteurs (parfois échelons de pouvoir et de régulation différents) pour renforcer la responsabilité partagée des décisions publiques à l'époque contemporaine.

1. Démocratie délibérative et consultative

Délibération = processus de discussion collectif suscitant la confrontation des points de vue et l'échange avant une prise de décision. Au cœur du processus démocratique car précède un acte politique et lui donne une certaine légitimité (rempart contre l'arbitraire car pluralisme). Implique la participation et consultation la plus large possible de la population.

En démocratie délibérative et consultative, dispositifs permettant de prolonger le débat au-delà du champ politique vers la société civile. [ex. référendum: peuple peut se prononcer sur une proposition de loi ou un changement de la Constitution, il peut être : décisionnel (ne peut pas être contesté), consultatif (figurer l'avis de la population sans prise en compte obligatoire), obligatoire ou facultatif].

Échelle de participation citoyenne (Arnstein) :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 8 | CONTRÔLE CITOYEN | Pouvoir effectif des citoyens |
| 7 | DELEGATION DE POUVOIR |
| 6 | PARTENARIAT |
| 5 | REASSURANCE | Coopération symbolique |
| 4 | CONSULTATION |
| 3 | INFORMATION |
| 2 | THERAPIE | Non-participation |
| 1 | MANIPULATION |

Analyses ultérieures de la participation citoyenne tendent à s’en différencier :

• Appréhendent davantage la nature des modes de participation, sans nécessairement les classer selon la densité participative (Arnstein, variable-clé = nature du type de participation attendue ou proposée dans différents dispositifs de participation).

• Focale sur le citoyen plus que sur les dispositifs institutionnels de participation.

ENCADRE p. 369 (modèles de démocratie selon différents modes de participation dans les organisations internationales).

1. Droits civils, politiques, sociaux et économiques

3 domaines de droit différents :

• Droits civils: droits du citoyen dans l'État de droit = État doit se conformer à la Constitution + droit de chaque individu/ groupe/institution à contester les décisions publiques/procès équitable, participer à des activités politiques et militantes, lever des fonds pour une cause, défendre une opinion/signer une pétition.

• Droits politiques: droit de vote/éligibilité = incontournable de la participation effective à l'organisation politique de la cité.

• Droits sociaux et économiques: État-Providence – mécanismes étatiques pour assurer au citoyen l'accès à l'enseignement/ la santé/l'emploi (ou revenus de remplacement).

* Droits inégalement hiérarchisés d'un État à l'autre : ex. droits civils/politiques garantis par l'État en régimes démocratiques mais pas les droits économiques et sociaux (+- garantis selon les gouvernements).

1. Droits-libertés VS droits-créances

• Droits-libertés: droit d'accéder à certaines libertés, opposables à l'État (ex. liberté de la presse).

• Droits-créances: possibilité du citoyen d'exiger une action de l'État pour qu'une liberté ou un droit soit effectif.

1. Droits de l’Homme

• 1e génération : droits civils et politiques (= droits-libertés opposables à l'État).

• 2e génération : droits sociaux (renvoient à des droits-créances nécessitant l'intervention de l'État).

• 3e génération : enjeux plus globaux ex. droit à la paix, à la démocratie, à un environnement de qualité etc....

1. Participation conventionnelle
2. Comportement électoral : modèles explicatifs

Modèles explicatifs du vote reposant sur l’identification de variables qui déterminent le comportement politique des individus (données agrégées ou collectées au niveau des individus).

Modèles géographiques :

Basés sur des données agrégées (époque avant les enquêtes d’opinion). A. Siegfried → relation vote/habitat: habitants des zones rurales (habitat plus dispersé, + de pratique religieuse/respect de la hiérarchie sociale) votent plus à droite > < habitants des zones citadines (habitat plus dense) votent à gauche.

Modèles déterministes ou psycho-sociaux :

Basés sur des données collectées comme enquêtes d’opinion dans la population.

Modèle de Columbia 🡪 Interroger un échantillon d’électeurs à différents moments (7) avant les élections et après le vote.

Montre l’impact marginal de la campagne électorale sur les votes (souvent égaux aux intentions de vote avant campagne) + corrélation orientation de vote/caractéristiques sociales. «Individu pense politiquement comme il est socialement».

6 variables/indicateurs: -3variables principales (corrélation au vote plus élevée): statut socio-économique objectif,

convictions religieuses, lieu de résidence (lien avec le modèle géographique).

-3variables secondaires : statut socio-économique subjectif (où l’individu se place lui-même socialement), vote précédemment émis, vote des parents (critère de socialisation familiale).

Modèle de Michigan 🡪 Explique l’effet des variables individuelles dans la perception des enjeux/candidats/partis. Ajoute la notion d’identité/attache au parti + environnement social + possibilité de changement purement conjoncturel du vote.

Différences entre les 2 modèles 🡪

(Encadré page 376 : entonnoir des variables causales déterminant le vote)

**Michigan + Columbia** : importance de la socialisation : changements d’identité partisane (restent rare) expliqués par un «changement de milieu». Environnement social = variable explicative majeure des comportements électoraux (+ élément intermédiaire = identification partisane).

**Michigan** : •Possibilité de changement purement conjoncturel de vote (même sans changement d’identité partisane), par enjeux propres à tels scrutins/personnalités politiques spécifiques.

•Affects du changement de propriétés sociales (mobilité de classe) pour une personne dans sa trajectoire de vie.

•Demande aux personnes interrogées de se définir politiquement + importance des enjeux dans les choix de vote + mise en évidence de l’effet des candidats dans les choix électoraux (personnalisation politique).

- Différences :

• Méthodologique: résultats de Columbia basés sur des données collectées dans seulement un comté d’un État des USA > < Michigan généralisable à l’ensemble de la population américaine.

• Columbia et géographie électorale→ certaine sécurité électorale car variables lourdes déterminent le vote de manière structurelle) > < Michigan → plus grande volatilité électorale donc insécurité des partis.

Changements de comportement électoral :

• Plus d’électeurs indépendants (ne déclarent aucune identité partisane)

• Électeurs affichant encore une identité partisane ont moins tendance à voter à chaque scrutin pour le candidat du parti répondant à cette identité

• Plus grande connaissance chez les électeurs au niveau politique + arrivée d’un nouvel électorat (femmes, noirs)

Trois types d’élections selon Michigan :

1. Élection de maintien (reproduction du vote + stabilité électorale du système partisan)

2. Élection déviante (changement de vote pour 1 ou 2 élections pour des motifs particuliers (enjeux/personnages,...)

3. Élection de réalignement (changement de vote durable de la part d’un groupe d’électeurs, autrefois fidèles à un parti)

Modèles économiques, stratégiques

L’électeur vote pour le parti qui lui offre la plus grande utilité = faible coût et gain fort (A. Downs).

🡪Scrutin électoral = jeu offre/demande sur un «marché électoral» où l’électeur est consommateur de produits électoraux offerts par les candidats/partis (≠traduction politique des comportements électoraux d’une identité sociale).

2 grands types du modèle de Downs:

Modèles spatiaux (les plus simples) 🡪 Électeurs votent en fonction de la proximité de leur position avec celle d’un parti,

sur les enjeux qui sont pour lui prioritaires.

Modèles directionnels (déclinaison des modèles spatiaux) 🡪 éléments plus stratégiques que doctrinaux : anticipations de

l’issue du scrutin (vote utile). Électeur ne vote pas pour un parti car il n’a pas assez d’électeurs (voix perdue) → cercle vicieux car le parti n’aura jamais plus de poids puisque les partisans de l’idéologie votent pour d’autres.

NB : modèle de Downs à critiquer car la multitude des partis peut rendre la chose difficile + importance des enjeux pas forcément le même entre électeur et parti + difficulté de différencier les partis car tous se regroupent vers le centre.

1. Types de comportements électoraux : abstentionnisme, volatilité électorale, fragmentation du champ partisan

🡪Comportement politique = actes que l’individu accomplit dans le domaine politique.

Trois phénomènes qui caractérisent les comportements politiques :

1. Taux d’abstention : nombre d’électeurs qui n’ont pas voté / nombre d’électeurs qui pouvaient voter (augmente).

2 types : -indifférence/attitude de rejet systématique (impression que rien ne peut changer ou retrait de la vie sociale/politique) -mise en garde/sanction montrer son désaccord (abstentionniste de circonstance, selon le scrutin) /!\ Vote blanc ou abstention ne revient pas au parti majoritaire

2. Volatilité électorale : tendance (croissante) des électeurs à ne pas systématiquement voter pour le même parti (aggrave la

difficulté de prédire les comportements politiques).

3. Fragmentation du champ partisan : distribution des suffrages de façon plus dispersée au détriment des principaux partis. → plus de partis politiques + réduction de la taille/poids électoral des grands partis.

NB : ces 3 phénomènes sont la cause et conséquence du populisme (opposition élite du système/peuple → gauche/droite). Populisme propose une vision simpliste «peuple travailleur > < élites paresseuses» et remporte les voix des abstentionnistes.

1. Participation non-conventionnelle
2. Mobilisation et contestation citoyennes

 « Participation non conventionnelle » = Mobilisation de type protestataire en rapport aux phénomènes politiques.

4 seuils (Marsh 1971) : *pourquoi* et *comment* (les citoyens se mobilisent)

1. Pétitions/slogans/manifestations légales 🡪 **comportement politique (non) orthodoxe**
2. Boycotts 🡪 **action directe** (+comportement politique non orthodoxe)
3. Grèves non officielles/actions pacifiques de désobéissance civile 🡪 **action illégale** (+ action directe +

comportement politique non orthodoxe)

1. Manifestations illégales/occupations/dommages/violences 🡪 **violence** (+ action illégale + action directe

+ comportement politique non orthodoxe)

Charles Tilly (1986) 🡪 répertoire d’action collective que toute population possède, catégorisé selon lieu, liens et forme :

* Ancien (avant les révolutions nationales) : local, appui d’une personne extérieure, moyens existants détournés.
* Moderne (dès 19e/révolution industrielle) : national, organisations spécialisées, invention de la grève/ manifestation.
* Contemporain (évolution de la mobilisation) : global, soutien tous azimuts pour l’opinion internationale, nouvelles

technologies.

Démocratie (représentative ou participative) → pouvoir dans les mains citoyennes. À l’époque contemporaine, quelles sont les

ressources du citoyen pour incarner le pouvoir/influer les phénomènes politiques ?

Dynamique représentative → participation conventionnelle + vote (où se développent les capacités critiques du citoyen).

Participation non conventionnelle (+ toute forme de mobilisation : pétition→révolution) → pouvoir citoyen au-delà des

institutions, mobilisation augmentant les capacités citoyennes (selon la dimension collective de l’action/absence de représentation/prise en compte par les autorités politiques/…).

1. Citoyenneté et émancipation sociale

Citoyenneté 🡪 idéal d’émancipation (sens militant et normatif), acte d’indépendance par rapport à un autre individu et son pouvoir (ex. Antiquité : esclave s’affranchit de son maître, ex.2 mineur devient majeur).

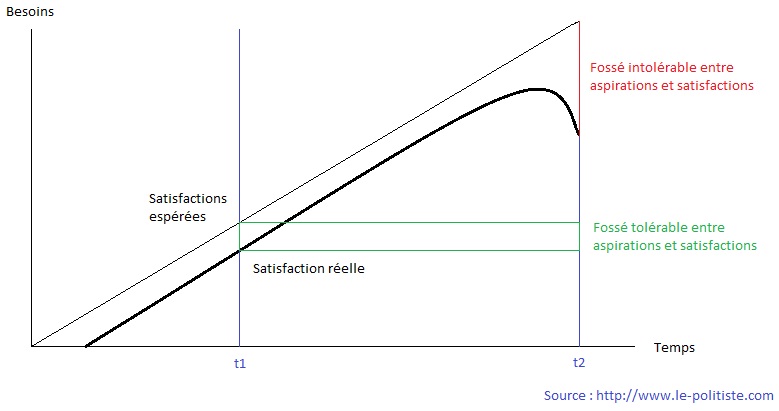
Émancipation ≠ autonomie : émancipation= lutte contre une relation de dépendance spécifique ; autonomie= capacité d’un

individu/société de se donner ses propres lois (façon d’entreprendre sa vie, projet plus fort/global avec idéal d’émancipation systématique). Peuvent se nécessiter l’une l’autre.

2 processus de l’émancipation : -prise de conscience d’une relation de dépendance/exploitation (principale difficulté)

-décision d’entreprendre une action collective luttant contre cette relation. (ex. mouvements sociaux : luttes ouvrières, combats féministes, effondrement du bloc de l’Est,…)

Forme la plus extrême de recherche d’émancipation = révolution. Modélisée par la « courbe en J » de Davies :



Éclatement d’une révolution plus influencé par les caractéristiques des régimes (concurrencés par des gouvernements officieux, ne répriment plus les contestataires, affaiblis par les guerres,…) que par le rôle des citoyens dans ces régimes.

Révolution ≠ violence → ex. révolution non-violente par Gandhi.